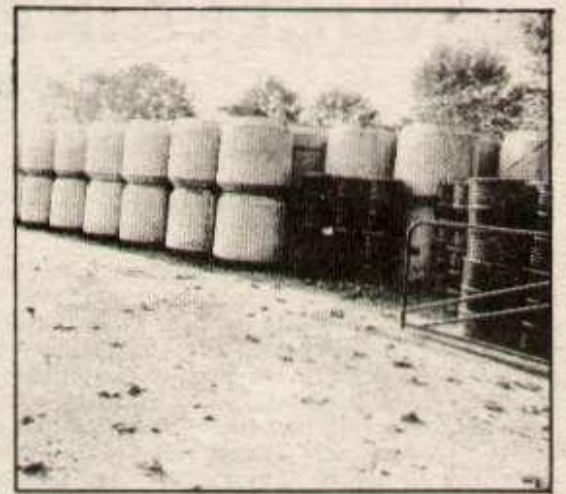


● **LIBAN :**  
**APRÈS L'ACCORD**  
**DE CHTAURA**

Lire en page 12 notre reportage

● **DÉCHETS NUCLÉAIRES :**  
**DANGER**  
**POUR 10 000 ANS**



Lire notre article page 2

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAMEDI 10 SEPTEMBRE - N° 503

Commission paritaire n° 56942 - Tél : 636.73.76

1,70 F

**Corse :**  
**union sacrée**  
**contre les**  
**autonomistes**



Manifestation populaire contre la répression : la journée de la mort du 9 novembre 1976.

Tous les partis politiques du RPR au PCF de la Corse ont manifesté ce vendredi, jour anniversaire de la libération de la Corse.

Tous sont inquiets de la désaffection des masses à leur égard et de la montée des aspirations régionalistes. Prenant prétexte des actions violentes et en particulier du sabotage du relais de télévision ils ont appelé les travailleurs corses à se manifester avec eux.

Manifestation qui a la bénédiction du pouvoir central : le préfet a décrété ce jour férié en Corse ! C'était contre le peuple corse l'union sacrée des partis bourgeois.

## CGT-CFDT

## L'APRÈS 78

## EN DISCUSSION

- **Séguy : «10 questions à la gauche...»**  
Ce sont les revendications du PC face au PS
- **Maire : «Le débat PS-PC repose pour une bonne part sur un faux dilemme»**

Après le discours d'Edmond Maire à Strasbourg, et celui de Séguy à Paris, les positions des deux centrales syndicales par rapport aux partis de gauche, à la perspective de leur arrivée au pouvoir, sont bien campées.

Pour Séguy, malgré toutes ses déclarations d'indépendance syndicale, il s'est agi

une fois de plus d'apporter son soutien complet aux exigences du PC, dans la renégociation du Programme Commun en cours. Nous n'en prendrons pour preuve que les «10 questions posées à la gauche», qui s'adressent en réalité au seul PS ; ainsi : «Les nationalisations prévues par le Programme Commun seront-elles effectivement et intégralement appliquées ? Procédura-t-on, comme cela paraît économiquement indispensable, à la nationalisation de la sidérurgie, de l'automobile et de l'industrie du pétrole ?» Dans la foulée du PC, il ne perd aucune occasion pour flatter la CFDT, utiliser ses positions contre le PS.

Quant à la direction de la CFDT, les questions qu'elle pose à la gauche sont d'une autre nature. Devant l'inquiétude et le scepticisme d'une

bonne part des syndicalistes, et plus largement des travailleurs, elle développe aujourd'hui largement ce qui fait sa spécificité, l'autogestion, exige que le projet de conseil d'atelier soit pris en compte avant toute négociation sur les structures des entreprises nationalisées. En écartant tout soutien direct au PS, en reprenant d'une certaine façon les questions des travailleurs, Edmond Maire veut avoir d'une certaine façon les mains libres pour l'après 78.

Ces positions fixent dans une large mesure les préoccupations des deux centrales pour la période proche. Malgré les appels à l'action, ce ne sera pas là l'essentiel. En tout état de cause, des interrogations demeurent, sur ce qui se passera, une fois la gauche au pouvoir.

**Allemagne :**  
**surenchère pour**  
**la répression**

Les deux partis de la bourgeoisie allemande rivalisent pour faire des propositions concernant la répression. La presse continue à relayer fidèlement la propagande fascisante du gouvernement. On n'a toujours pas d'informations sur le nombre exact des perquisitions et des arrestations auxquelles l'enlèvement de Schleyer a servi de prétexte. Dans les prisons, des mesures très dures se préparent contre les détenus politiques.

(Lire P. 10)

**«J'ai même**  
**rencontré**  
**des jeunes**  
**heureux»...**

74 % des jeunes heureux ! C'est ce qu'affirme un sondage de l'IFOP commandé par le secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports. Qu'on ne s'étonne pas si ce sondage ignore le chômage.

(Lire P. 7)

## SOMMET DE LA GAUCHE

### LE 14 SEPTEMBRE

Après les quatre pages de «clarification» du P.S. dans l'Unité, chacun campe sur ses positions

Quatre pages dans le dernier numéro de l'hebdomadaire socialiste l'Unité sont censées répondre aux six millions d'Humanité de lundi dernier. Il s'agit en fait d'une réponse qui n'explique rien aux travailleurs qui s'interrogent sur la polémique en cours ; en revanche, l'idée que le PCF cherche à se hisser au pouvoir pour mettre en place les

bases d'une société de capitalisme d'État fait son chemin.

A la veille du débat, chacun reste campé sur ses positions. Le sommet de la gauche annoncé pour mercredi prochain à dix heures, au siège du P.S., risque fort d'être ardu.

(Lire P. 4)



A l'occasion du premier anniversaire de sa mort, le peuple chinois a rendu hommage au président Mao Tsé Toung. Des cérémonies et des manifestations ont été organisées dans tout le pays. A Pékin, le président Houa Kouo Feng a inauguré le mémorial de Mao Tsé Toung situé sur la place Tien An Men.

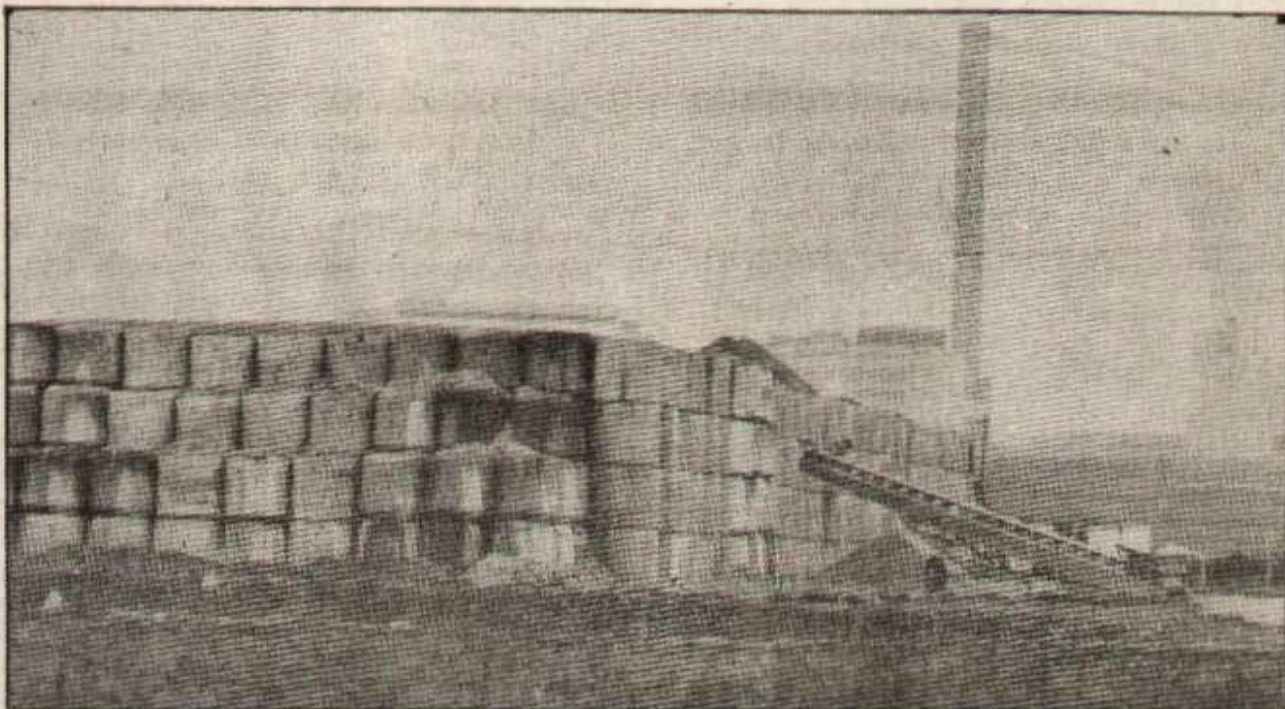
(Lire P. 5)

# LE NUCLEAIRE EN QUESTION

par **Éric BRÉHAT**  
et **Pierre PUJOL**

Nous avons vu hier les problèmes posés par le retraitement des combustibles irradiés et des déchets des centrales nucléaires, et en particulier les problèmes de l'usine de retraitement de La Hague. Après la phase de retraitement proprement dit, apparaît la question du stockage des déchets définitifs. Ceux dont la période de radioactivité est courte peuvent être entreposés sans trop de problèmes, le temps nécessaire à la perte de leur radioactivité, mais ceux dont la période de radioactivité s'étend sur des millénaires ne peuvent être laissés à l'abandon dans des blocs de béton dont on ne peut pas prévoir la durée de vie.

Sur ce problème nous avons interviewé un travailleur de l'atelier de vitrification de Marcoule, où la solution apportée est le stockage des déchets dans des cubes de verre dans lesquels ils sont fondus. Les organismes officiels présentent cette solution un peu comme la solution miracle, réglant définitivement tous les problèmes et parfaitement mise au point. La réalité comme on pourra s'en rendre compte est moins rose que ne l'affirme la propagande.



Stockage de déchets radio-actifs

## DÉCHETS

# DANGER POUR 10 000 ANS

—QdP : *Que pensez-vous de la campagne gouvernementale présentant le procédé de vitrification comme une solution ?*

—CFDT : D'après le gouvernement, on a l'impression que, l'unité de vitrification de Marcoule fonctionne déjà au stade industriel. Si vous voulez, ac-

### Entretien avec des syndicalistes CFDT de Marcoule

duits de fission mélangé de la fuite de verre, le tout coulé ensemble. Quel sera son comportement dans 100 ans, on n'en sait rien.

seisme, que le stockage se perde, qu'il soit en contact avec l'eau de la nappe phréatique ; vu la constitution actuelle s'il n'y a pas

En stockant les produits de fission sous forme solide, en les concentrant, on diminue leur volume. Mais dans cet atelier on fabriquera aussi d'autres déchets et là-dessus pour l'instant, on ne peut pas répondre. Peut-être qu'au total en volume, pour résoudre un problème, on produira autant de déchets que le volume liquide initial. Dans 6 mois un an, après une première phase d'exploitation on se rendra compte déjà si le côté technique de l'exploitation de cet atelier est fiable, pendant combien de temps et est-ce qu'on n'aura pas trop fabriqué d'autres déchets ? Par exemple si une partie de l'exploitation tombe en panne, et est indépannable, elle devra être déchantée à distance avec une machine à découper : on met alors ça dans des fûts et on stocke ces déchets, puis, on remplace par du neuf.

Du fait qu'on travaille avec des produits de haute activité, il ne faut pas songer un jour pénétrer dans une cellule quelconque pour aller dépanner, dans une cellule où transite le liquide radio-actif ou le solide. Dans l'un comme dans l'autre cas, on aura soit un liquide, soit des poussières des particules radio-actives de très haute activité, donc pour dépanner, ce sera impossible, on ne peut que démonter et remplacer par du neuf.

—QdP : *Est-ce qu'on traite actuellement les déchets de Phénix ?*

—CFDT Marcoule : Actuellement, le cœur de Phénix, c'est La Hague qui le fait, on a eu à traiter la couverture de Phénix assez

### D'autres solutions ?

Les déchets à haute activité et à longue période sont d'abord stockés sous forme liquide dans des cuves réfrigérées. La durée de vie de ces cuves est de l'ordre de la trentaine d'années, ce ne peut donc être qu'une solution temporaire.

Pour certains déchets : américium notamment, il est possible en les plaçant dans des réacteurs nucléaires de les détruire. Pour d'autres déchets : césium, strontium, curium, il n'existe pas de solution autre que le stockage sous forme solide : vitrification.

Mais où entreposer les cubes de verre contenant des déchets ? On parle fréquemment d'un stockage sous terre dans des « couches géologiques stables », il est question des mines de sel dont la composition exclu toute humidité, car l'eau pourrait attaquer le verre. Mais malgré toutes les assurances prodiguées par le CEA ou l'EDF, on n'a aucune certitude sur le comportement à long terme des couches géologiques stables. D'ailleurs, dans une des dernières publications du CEA, on a le point de vue de plusieurs spécialistes de cet organisme qui affirment clairement qu'il n'existe pas de couche géologique dont on puisse être sûr de la stabilité à long terme. Ils déclarent entre autres qu'« il faut tenir compte de la fragilité des conteneurs à un éventuel glissement de terrain (très probable en dehors même de toute circonstance exceptionnelle), fragilité accentuée par la longueur des conteneurs. C'est donc la couche géologique seule qui assurerait l'isolement des produits actifs par rapport à l'environnement humain, solution peu satisfaisante ». (Notes d'information du CEA, juin 1977)

La question des déchets reste donc actuellement non résolue, la solution retenue étant de les stocker correctement pour qu'ils ne puissent être dangereux pour l'environnement, dans l'immédiat, en attendant de trouver la solution satisfaisante.

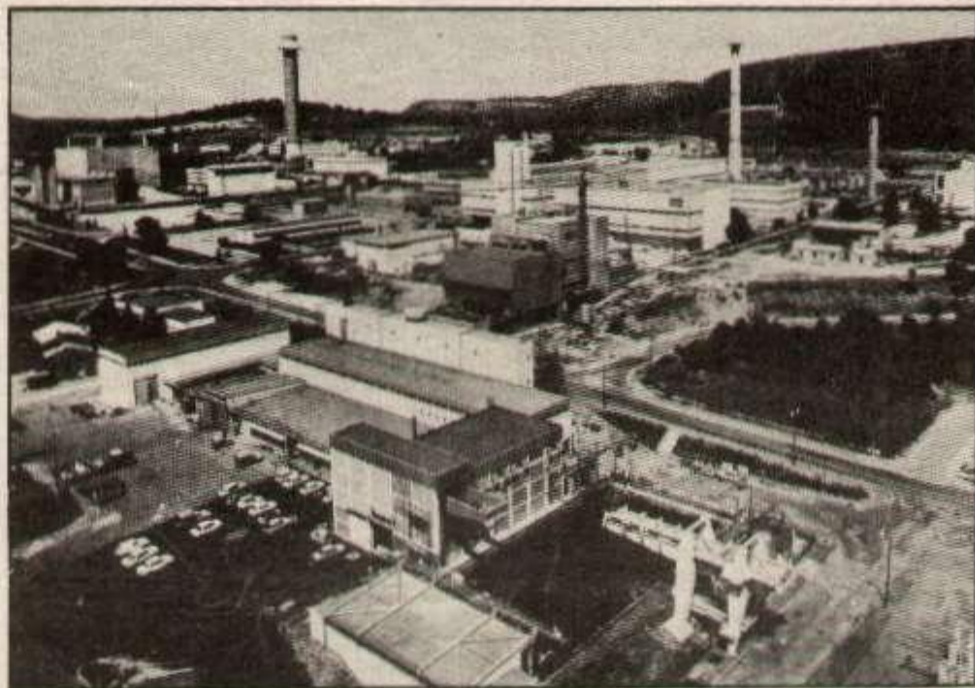
facilement. Pour la couverture c'est un traitement normal comme quand on traite le combustible d'un réacteur électrogène graphite-gaz ou PWR. Pour nous, tout au moins ici, tant que la radio-activité n'est pas très élevée, on n'a pas trop de problèmes.

—QdP : *Et la vitrification à La Hague ?*

—CFDT Marcoule : Pour l'instant ils attendent quand même pour les installations finales de l'atelier de vitrification, une part d'expérimentation de Marcoule. Nous, on pense que vu les dates qui sont arrêtées, ce ne sera pas suffisant. On pense que dans le nucléaire que ce soit pour les réacteurs, pour les usines, comme pour les ateliers de vitrification, on n'a pas actuellement suffisamment de maîtrise industrielle pour acquérir une maîtrise suffisante. Pour cela, il faudrait se donner le temps et

mettre tous les atouts de son côté.

On continuera très certainement à faire des actions, mais au lieu de se cantonner à l'intérieur de l'entreprise, on va essayer d'extérioriser, et on ne regardera pas que le petit côté de la chose, c'est global. C'est la contestation au départ de la décision politique du tout nucléaire, deuxièmement, de toute façon on demande de stopper les nouveaux investissements, de faire le point, de regarder. Parce qu'on va trop vite, on n'a pas du tout la maîtrise industrielle de tout cela, donc il faut faire le point. Ensuite, il faut s'attendre à voir privatiser aussi dans peu de temps, les centrales. Par exemple de Pierrelatte à Eurodif, le pas de la privatisation a été franchi. Quand on sait que privatisation signifie rentabilisation accrue, on voit ce que cela peut donner dans le nucléaire. Donc on s'y opposera.



L'ensemble «retraitement» de Marcoule. Au centre : l'atelier de vitrification des produits de fission.

tuellement on maîtrise le procédé, mais il y a tout un aménagement technique que l'on ne maîtrise pas entièrement. L'unité de Marcoule est une unité pilote industrielle qui servira à fabriquer l'unité industrielle.

On connaît le comportement à courte durée mais, on ne le connaît pas à longue durée. On ne sait pas ce que donnera par la suite un stockage de pro-

Dans les usines de retraitement on a des déchets radio-actifs, des produits de fission de très haute activité. Jusqu'à maintenant, ils étaient stockés sous forme liquide, dans des grands réservoirs. On pense que sous forme solide, cela présente une plus grande sécurité, mais pour combien de temps, on ne sait pas trop.

Sous cette forme, admettons qu'il y ait un

d'éléments corrosifs, cela peut rester à l'état solide et momentanément présenter peu de danger, mais s'il y a un élément chimique qui arrive à dissoudre cette matière-là automatiquement, on aura entraîné de matière radioactive. Ce peut-être un acide quelconque qui attaque certains sels contenus dans le verre, le verre est à base de silice, donc il peut-être attaqué.

Fête de l'Humanité

## LE REGIONALISME A LA SAUCE PCF

● Depuis le début de la semaine, l'activité de l'ensemble des militants du PCF est axée sur la préparation de la fête : vente de vignettes, installation des stands, etc... 1 million de personnes est attendu, ce qui n'est guère étonnant au regard des résultats antérieurs, et surtout du caractère commercial et spectaculaire de cette vaste foire. Le compte à rebours est d'ailleurs déjà commencé : par annonce dans l'Humanité, la Régie des Tabacs fait savoir aux installateurs de stands qu'ils n'ont pas besoin d'apporter leur stock de cigarettes, un kiosque étant à leur disposition ; même chose pour la BNP, etc...

Novateur, le PCF axe sa fête sur les régions et sur la décentralisation : à la place d'une gigantesque plate-forme, il y aura six espaces « éclatés » consacrés aux régions. C'est à l'intérieur de chaque espace que se tiendront les forums, les stands, la cité du livre, les cités commerciales, etc. Les aspirations régionales se manifestent avec suffisamment de force en France depuis quelques années pour que le PCF daigne s'y intéresser. A sa manière. Qu'on n'espère pas trouver à la fête de l'Humanité des espaces réservés et consacrés à l'Alsace, ou à la Bretagne, ou à la Corse, non. La décentralisation du PCF, les six régions annoncées, ce sont l'Est, l'Ouest, le Centre, le Nord, le Midi et l'Île de France. Tout cela est d'ailleurs parfaitement logique au regard des positions du

PCF : s'il admet le droit à « une certaine spécificité », s'il admet que « certaines facilités culturelles doivent être accordées à certaines régions », l'essentiel de sa politique est profondément décalqué sur le centralisme bureaucratique et bourgeois qui sévit aujourd'hui. Pas question bien sûr de concevoir un développement harmonieux des régions, en s'appuyant sur les aspirations propres des masses. Les seules propositions un tant soit peu précises du PCF en la matière, sont d'élargir les compétences des conseils régionaux, et, en plus, la création d'un comité consultatif économique et social. Le tout, bien sûr, chapeauté par un « commissaire du gouvernement chargé de contrôler les opérations ».

Cette réserve du PCF sur les régions, dont il ne sort que pour des opéra-

tions démagogiques comme celle de la fête de l'Humanité, s'explique assez bien. Les aspirations régionales qui se manifestent aujourd'hui sont porteuses de multiples questions politiques : quand les paysans du Larzac ou de Naussac entrent en lutte, et quand ils mettent en avant leur appartenance régionale, ils mettent surtout l'accent sur la volonté populaire de prendre en mains son propre destin — pas seulement être consulté, mais décider soi-même avec la collectivité. C'est fondamentalement contradictoire avec le projet du PCF qui ne songe qu'à installer partout des « spécialistes », des « contrôleurs », des « compétents ». Le PCF s'oppose aux paysans de Naussac comme il s'oppose à ceux du Larzac. Quand le peuple corse se révolte, il manifeste son aspiration à une société qui assure un développement équilibré, ne consacrant pas des coins au tourisme, d'autre à telle culture, etc. C'est fondamentalement contradictoire avec le projet du PCF, qui, au nom de la lutte contre le gaspillage entend rationaliser la production sous toutes ses formes.

Le PCF s'oppose au peuple corse. On pourrait

dire la même chose de toutes les régions : que les aspirations occitanes, bretonnes ou alsaciennes se manifestent, même de manière confuse, et le PCF inmanquablement, en vient à parler de « gauchistes » quand ce n'est pas de provocateurs.

L'exemple de la fête de l'Humanité est frappant : définir les régions à grands coups de traits sur une carte (Est, Ouest, Nord) et ceci à partir de Paris, c'est bien sûr mépriser tout ce qui fait la spécificité régionale, le parler, la culture, l'histoire, les traditions, etc. Et demain, si le PCF parvenait à avancer dans son projet : les « cadres » proviendraient des « grandes écoles », parisiennes bien sûr, et le « pouvoir » des régions, ce ne serait qu'un pouvoir administratif, lui-même dicté par une administration centrale toute puissante. Comment concevoir en effet la politique régionale du PCF indépendamment du projet d'ensemble profondément monopoliste, centralisateur, bureaucratique.

Le reste, les vacances de Marchais en Corse (un signe !), ces beaux discours en Alsace, la fête de l'Humanité, ce n'est que de la démagogie.

Nicolas DUVALLOIS

Les manœuvres militaires DEMETER sont terminées

## LE PCF EST SATISFAIT

Vendredi 9 septembre se terminait l'opération « Demeter », première manœuvre en terrain libre d'une telle ampleur sur le sol national : au total, quatre mille hommes et mille cent véhicules dont deux cent quarante chenilles, ont pris part à cet exercice. Des moyens très importants avaient été mis en place pour réparer ou dédommager la population des dégâts que ne pouvait manquer de causer une pareille manœuvre : 14 % des hommes et 18 % du matériel avaient été affectés à ce rôle de réparateur. D'autre part, une place importante a été donnée aux démonstrations de matériel dans les villages, notamment le week-end dernier : des remises de décoration et autres dépôts de gerbes ont parachévé le caractère de spectacle qu'ont souvent pris

ces « grandes manœuvres ». De toute évidence, cet aspect était destiné à tenter d'entretenir des bonnes relations avec la population locale : ainsi voulait-on montrer que notre armée est aimée du peuple, au service duquel elle se place ! C'est du moins ce qu'en retire le PCF : dans l'Humanité de vendredi, sous le titre éloquent : « L'armée dans le peuple », on nous parle de « l'armée populaire », de « chars et de jeep pris d'assaut » par des foules enthousiastes !!

Pendant ce temps, le thème exact de cette manœuvre n'est toujours pas cerné clairement. Ce n'est pas pour gêner le PCF, qui a sans doute « oublié » cette affirmation de l'adjoint de Debré après 1968, traitant du rôle de destruction de l'ennemi intérieur dévolu à l'armée, et particulièrement à la DOT.

## Achetez français ?

Chacun a subi le social-chauvinisme des affiches gigantesques du PCF sur ce thème. Or, comme le dit pudiquement ce parti, « il sera possible de se procurer des armes de chasse soviétiques à la fête de l'Humanité ». On imagine sans mal que l'ancien maire de Saint-Étienne, Durafour, a sauté sur l'occasion pour accuser le PCF d'étouffer Manufrance, ce qui gêne quelque peu le parti de Marchais aux entourures.

Ce n'est pas le seul cas de duplicité du PCF sur la question.

Ses militants dans la CGT du Livre ne mettent-ils pas en avant le mot d'ordre : « Rapatriement des publications françaises imprimées à l'étranger » ? Combien de livres des Éditions Sociales portent-ils la mention « imprimé en RDA » ?

## Giscard et le « libéralisme organisé »

Le journal patronal L'Expansion, à l'occasion de son dixième anniversaire, publie « une réflexion sur l'avenir » du président de la République. Après avoir affirmé le caractère « révolutionnaire » de la croissance depuis 1945, Giscard explique que nous sommes aujourd'hui dans une période de « croissance douce » et de « libéralisme organisé » ! « Je ne pense pas à cet avenir en terme d'euphorie idéaliste (...) Les conflits d'intérêts subsisteront, même si ces conflits, dans les sociétés occidentales, mettent de plus en plus souvent aux prises — sans qu'ils en soient pleinement conscients — les salariés entre eux (puisqu'ils constituent les quatre cinquièmes de la population active) (...). La croissance ne sera plus ce qu'elle était. L'ouverture des frontières sera menacée. Ces deux facteurs ont eu dans le proche passé une influence considérable sur l'évolution de l'économie et sur notre façon de vivre. Ils sont, d'une certaine façon, mis en question ».

## Le RPR votera le budget 78

C'est ce qu'a laissé entendre Chirac en déclarant : « Il n'y aura sans doute aucune crise politique à l'occasion du vote du budget 78 ».

Des doutes subsistaient à ce sujet le printemps dernier. Toutefois pour ne pas avoir l'air trop servile, Chirac s'approprierait éventuellement à faire modifier certaines dispositions de celui-ci. Tous les commentateurs politiques s'accordent pour reconnaître que de toute manière, quelque soit le résultat des législatives le budget sera modifié à leur suite.

Olivier LUSSAC

## DOUBLE JEU A DROITE !

JJSS était mercredi à midi invité de Barre à Matignon. Comme à son habitude, il n'a pas manqué de faire son petit coup d'éclat : sortant du bureau du premier ministre, il a notamment déclaré : « La question de la stratégie électorale est réglée. Il y aura au sein de la majorité des primaires organisées : il y aura d'une part le candidat du RPR et de la continuité, et d'autre part, le candidat du front de la réforme, du front du manifeste ou du front progressiste, comme vous voudrez... La différence fondamentale qui nous oppose à M. Chirac est que celui-ci souhaite qu'on en dise le moins possible aux Français sur les difficultés réelles de la France et qu'on leur demande simplement de voter contre le programme commun. Nous pensons différemment. Mais il se réserve le meilleur pour la fin en annonçant que des discussions secrètes, qui pour lui ne sont que « des secrets de polichinelle », ont eu lieu et continuent d'avoir lieu, entre les formations de la « majorité », en dehors bien sûr du RPR. Aucune des forma-

tions concernées n'a démenti les propos de JJSS. Ces « révélations » compromettantes pour l'unité de façade que la « majorité » a mal réussi à montrer, ont plusieurs raisons : le parti

de RPR en direction des centristes et même des giscardiens est mal vu par les radicaux, et JJSS se souvient de l'OPA d'Edgar Faure venu droit du RPR pour investir le parti radi-

Schreiber, qui rappelle ainsi aux giscardiens et au CDS qu'il pourrait bien retourner leurs armes contre eux : car les magouilles dignes de ces politiciens de vieille date, élaborées secrètement lors de deux réunions en juillet et une en août, réunions qui se seraient tenues à l'Élysée, sont faciles à comprendre. Au cours du premier tour, si le candidat de la « majorité » n'est pas RPR, le parti radical ne présentera pas de candidat ; si par contre, il l'est, alors les amis de JJSS se feront un plaisir de le concurrencer. Et tout ce beau cirque est directement commandé par Giscard en personne !

Les démentis plus ou moins gênés de Stasi (CDS) et Soisson (PR) n'ont pas réussi à semer le doute, puisque s'ils refusent le qualificatif de front anti-RPR lancé par JJSS, ils reconnaissent s'être concertés avec lui ! Chirac, qui sans doute n'en ignorerait rien, a lui-même minimisé l'affaire : il a estimé que les concessions du CDS et du PR sont déjà suffisantes.



J.-J. S.-S., le « turlupin de la politique ».

radical noyé dans la « majorité », doit trouver une originalité s'il veut survivre aux prochaines échéances, qui, surtout en cas de victoire de la gauche, ne laisseront guère de place à ce genre de groupuscule de notables. D'autre part, il est certain que l'offensi-

cal. Si ce dernier à en fin de compte échoué, c'est parce que JJSS avait fabriqué suffisamment de faux mandats pour triompher de manière burlesque au dernier congrès. Ce sont là les raisons essentielles de ce nouveau « pavé » lancé par Servan-

## POLITIQUE

## «Nous ne voulons ni «le socialisme» d'Attali ni celui de Marchais»

● Socialisme ou capitalisme d'État, c'est une question essentielle pour les communistes aujourd'hui, c'est aussi une question qui tend à se poser avec une ampleur accrue dans les masses. Comment donc ne pas être surpris et intéressé quand on retrouve cette interrogation, socialisme ou capitalisme d'État, dans un article de l'*Unité*, sous la signature de Jacques Attali.

Précisons le tout de suite, le «socialisme» dont parle l'économiste n° 1 du PS, ce n'est pas la dictature du prolétariat et le fait pour les masses de prendre en main leur destin. C'est le socialisme du PS, concept vague qui prendrait naissance dès 78 pour parvenir, par des voies obscures, à une obscure autogestion. Les choses sont différentes en ce qui concerne le capitalisme d'État du PCF. Attali pose 4 questions :

1) — Le PCF ne sous-estime-t-il pas la crise en pensant qu'on peut changer la réalité en quelques mois ?

2) — Le PCF ne cherche-t-il pas à gérer la crise en ne mettant l'accent que sur les mesures conjoncturelles ?

3) — Le PCF ne provoque-t-il pas un engrenage autarcique en souhaitant des mesures disproportionnées avec les possibilités actuelles du pays ?

4) — Et enfin, le PCF ne confond-il pas socialisme et capitalisme d'État en privilégiant les mesures économiques, principalement les nationalisations.

4 questions qui expriment à la fois le flou des perspectives du PS et un début de clairvoyance, déjà exprimé lors de la polémique, sur les finalités du projet révisionniste. L'*Humanité* ne répond à ces questions, ou pas encore. On peut le faire à sa place :

1) — Pour le PS, considérer la crise actuelle comme importante a pour corollaire ne pas engager de transformation radicale, retarder un certain nombre de «mesures sociales», et en fin de compte gouverner à la Barre, à quelques nuances près. Si le PCF, quant à lui, minimise la crise, c'est surtout dans ces aspects politiques, dans la remise en cause à large échelle du capitalisme et dans la recherche d'une autre société.

2) — Les mesures conjoncturelles du PCF s'accompagnent à l'évidence de réformes de structures-nationalisations, gestion démocratique-refonte des ministères, etc. En ce sens, il cherche surtout à

sortir de la crise, avec un corps de propositions capitalistes certes, mais cohérentes.

3) — L'engrenage autarcique, l'impasse assez nette sur la question du commerce extérieur est effectivement une des contradictions importantes du projet du PCF. Elle ne suffit bien sûr pas à le caractériser, comme elle ne suffit pas à faire de la solution opposée, celle du PS, une solution valable. La France en crise a du mal, c'est un euphémisme, à faire face à la concurrence internationale.

L'autarcie conçue indépendamment d'une mobilisation populaire, de l'application du principe compter sur ses propres forces, de la recherche et de la mise en œuvre d'énergies nouvelles, d'une réorientation globale de la production en fonction des vrais besoins des masses, c'est une autre manière de se heurter au même problème. C'est une politique de Gribouille. La quatrième question d'Attali n'est pas innocente. En voulant faire croire que le capitalisme d'État c'est avant tout les nationalisations, il met de côté ce qui caractérise avant tout le système capitaliste, c'est-à-dire les rapports de production. Quelle différence entre une entreprise à propriété privée et une entreprise à propriété d'État si la recherche du profit est la même, si les rapports entre ouvriers et cadres sont les mêmes, si la conception du travail et les finalités de la production sont les mêmes ?

L'idée du capitalisme d'État fait son chemin, c'est pourquoi Attali l'emploie, de manière tronquée. De la même manière qu'il n'est pas question d'accepter un capitalisme d'État du PCF dont les principes et les plus beaux fleurons sont à chercher dans les pays de l'Est, il n'est pas question d'accepter, en opposition ou comme pis-aller, un «socialisme» à la Attali dont les exemples à chercher en Suède, en Allemagne fédérale ou au Portugal.

## «L'UNITÉ» FAIT LE POINT DES DIVISIONS

● Le sommet de la gauche se tiendra mercredi prochain. Estier l'annonce dans l'éditorial du dernier numéro de l'*Unité* qui se veut la réplique du socialisme aux six millions d'exemplaires de l'*Humanité* de lundi dernier. A dire vrai, pas de grandes révélations, au mieux un rappel des positions socialistes déjà connues. En plus de l'éditorialiste, Attali est mis à contribution et le lecteur peut lire les déclarations de Mitterrand vendredi dernier à France Inter.

La seule chose qui peut susciter un intérêt est un tableau retranscrivant en colonnes les positions respectives des trois partis de gauche.

Claude Estier rappelle ce que lui et ses amis répètent depuis plusieurs semaines. L'accord au sein du groupe des quinze était déjà bien avancé quand subitement, Marchais rentre de vacances ; à partir de là, les divergences réapparaissent et ne se limitent point aux « quatre ou cinq points sérieux et importants, circonscrits avec précision » ; de plus, se plaint Estier, « sur l'un des plus délicats d'entre eux, la politique de défense, des bases d'accord étaient proposées en commun ». Estier rappelle avec une certaine fermeté que le PS n'apprécie pas le ton sur lequel le PCF l'attaque. Non, nous ne nous apprêtons pas à « un renversement d'alliances », promet-il, sans en donner les garanties.

Estier joue sur du velours avec le PCF quand il l'accuse d'être mal placé pour donner des leçons de démocratie à son parti. Ainsi, à propos de l'accusation selon laquelle le PS aurait peur du débat démocratique :

« Le PC pratique-t-il le débat démocratique lorsque sans aucune consultation de ses militants, il modifie du tout au tout sa position sur la force de frappe et prétend ensuite l'imposer telle quelle à ses partenaires ? »

Bref, rien d'autre que ce que déclarent chaque jour les responsables socialistes à toutes les radios. L'éditorial ne se termine pas sans que le PS rappelle, une fois encore que, lui, parle « sans hausser le ton ».

### UN TABLEAU SQUELETTIQUE

Le tableau qui suit (fait le point des positions réelles des socialistes). Sur treize points sont présentées les divergences.

La caractéristique de ce tableau explicatif, c'est qu'il n'explique rien ! Prenons l'exemple de la fiscalité : le PS, nous rappelle-t-on, ainsi que les MRG, proposent un impôt sur la fortune au-dessus de

## L'Unité

N° 261 - 4 F L'hebdomadaire du Parti socialiste 9 au 15 septembre 1977



PROGRAMME COMMUN

## LES POSITIONS REELLES DU PARTI SOCIALISTE

deux millions de francs nouveaux, le PCF au-dessus de un million. Justifications fournies dans la marge : « Il faut tout à la fois déterminer des critères réalistes, facilement mis en œuvre, et des méthodes efficaces. C'est ce que propose le PS dans le domaine de la fiscalité ». Le lecteur ne saura jamais les vraies raisons des propositions respectives de chaque parti. Assurément, quand le PS dit « critères réalistes », il faut lire : des critères n'effrayant pas une très grande partie des

grosses fortunes. Pareillement, il n'y a pas d'indications sur ce qui motive le choix du PCF.

L'entreprise de clarification entamée par le numéro spécial de l'*Humanité* et qui se poursuit par cette « unité », a le même but : mettre de son côté l'électeur en lui faisant croire, dans un cas, que le PCF défend mieux ses intérêts, dans l'autre que le PS est plus « réaliste ». Pour une clarification, il s'agit plutôt d'une mystification.

F. MARCHADIER

## SONDAGE : LES ÉCOLOGISTES BOULEVERSENT TOUJOURS LES CALCULS

### ● LES CANDIDATURES ÉCOLOGISTES

Les questions sont posées en trois temps : premièrement, intentions de votes sans candidats écologistes, deuxièmement avec ces derniers, troisièmement, « comportement des électeurs écologistes au second tour ».

La première question ne suscite pas de réponses surprenantes sinon que le PS ne totalise que 27% des intentions de vote ce qui est moins que ce que l'on pouvait penser. Il est vrai que 20% des sondés n'ont pas exprimé d'intentions de vote.

Dans la deuxième hypothèse, celle où il y aura des candidatures écologistes, selon l'institut cela ferait perdre, par rapport au nombre d'intentions exprimées 1% au « PSU - extrême gauche », pas même 1% au PCF (21%), 2% au PS (27 à 25), 1 point au CDS PR et autant au RPR (ils passent respecti-

vement de 20 à 19 et de 22 à 21) ; le nombre des indécis baisse de 1%. Les écologistes rassembleraient 5%.

Troisième série de réponses, attitude en cas de duel PS-majorité au second tour, 65% des électeurs écologistes voteraient à droite et 27% pour le PCF, 8% refusent de se prononcer. En revanche, en cas de duel PS-majorité 59% des électeurs écologistes voteraient PS (32% pour la droite), le pourcentage restant (19%) ne se prononçant pas.

ainsi les candidatures écologistes risquent au premier tour de favoriser le

candidat du PC au détriment du PS, alors qu'au deuxième tour le PS, s'il est présent, devrait récupérer la majorité de ces voix.

L'enjeu que représente la conquête des votes écologistes au second tour, est donc d'importance, puisqu'il va influencer nettement les résultats du vote. L'hétérogénéité de cet électoral préoccupe fortement certains responsables du mouvement écologiste qui entendent en fin de compte faire passer la gauche et favoriser le jeu du PS : « À elle de nous prouver autrement que par des promesses électorales, pieuses, qu'elle n'est pas prête à gérer les

scandales de la droite pour gagner un pouvoir en contradiction avec les aspirations des militants du peuple » suggère en commentant ce sondage, Masson un responsable du mouvement écologiste de Lyon, qui marque en fin de compte son choix électoral. Cette position évidemment ne fait pas l'unanimité du mouvement.

### ● LE SMIC A 2 000 F

Le deuxième volet du sondage est proprement scandaleux. Il apparaît que la majorité relative des sondés, 34%, pense que le SMIC devrait être fixé à 2000 francs en 78. Le *Matin* le relève avec satisfaction et se félicite à deux reprises de la « raisonnable » et de la « sagesse » des Français. Malgré de tels commentaires, *Le Matin* prétend que « si la gauche ne respectait pas ses promesses, il serait dans l'opposition ». C'est mal parti.

● Avec le discours d'Edmond Maire, mercredi à Strasbourg, et celui de Georges Séguy jeudi à Paris, la position des directions confédérales par rapport à une Union de la Gauche arrivant au pouvoir, a été réaffirmée. La direction CFDT met surtout l'accent sur son propre projet, sur l'autogestion, pour tenter de répondre aux inquiétudes des syndiqués, conserver l'unité de la centrale, et garder une marge de manœuvre, par rapport à la gauche. Quant à la direction de la CGT, tout en lançant des appels à la lutte sans attendre, elle réaffirme son soutien aux positions du PCF.

## Edmond Maire : La crédibilité de l'autogestion en jeu

Dans son discours de Strasbourg, Edmond Maire est longuement revenu sur les positions de la CFDT vis-à-vis de la gauche. Le thème central de son intervention était l'autogestion, la crédibilité d'un tel projet en cas d'arrivée de la gauche au pouvoir.

Il oppose l'autogestion au «centralisme démocratique» du PC et au «présidentialisme» du PS. Il a rappelé que, dès 1972, il avait «émis des réserves sur l'insuffisante prise en compte de la dimension autogestionnaire dans le programme commun de la gauche politique.»

Il insiste sur la nécessité «de l'extension de la démocratie, c'est-à-dire du pouvoir d'intervention des cellules de base de la société économique et politique.»

S'il met en cause les partis de gauche, c'est précisément parce que leur position suscite un certain scepticisme chez les travailleurs. Le PS «donne prise à une inquiétude réelle chez de nombreux travailleurs pour qui ses propositions apparaissent trop timorées et sa mise en cause de la logique économique actuelle insuffisante». Quant aux propositions du PC, elles «engendrent des inquiétudes justifiées parmi les travailleurs. La politique du PC ne mène-t-elle pas à la

fermeture des frontières et au risque de nationalisme économique ?»

Ces inquiétudes des travailleurs, cette méfiance par rapport à la gauche, Maire les a plus d'une fois constatée de près, comme au Congrès d'Annecy où il a dû affronter une importante opposition. Et aujourd'hui, à quelques mois des élections, la polémique de la gauche à propos de la réactualisation du programme commun ne fait que les aggraver. La direction de la CFDT, pour répondre à ces préoccupations des travailleurs, écarte donc tout appui direct au PS, met l'accent sur la principale revendication nouvelle de la CFDT, le fameux chapitre 7 de la plate-forme : les conseils d'atelier. Revendication que ni le PS ni le PCF ne reprennent à leur compte. Edmond Maire en fait même désormais un préalable aux négociations avec le gouvernement de gauche sur la structure des entreprises nationalisées.

### AVANCES GROSSIÈRES

De ces critiques de Maire à l'union de la gauche, le PC ne retient que celles qui sont portées au PS. Comme il le fait régulièrement depuis le mois de juin, il tente de se servir de la CFDT, d'utiliser

# Après les discours de la gauche LES SYNDICATS ET LA GAUCHE

Par  
Monique  
CHÉLAN

## Georges Séguy : Un indéfectible attachement aux positions du PCF

Le discours de G. Séguy n'a rien apporté de bien nouveau au sujet de la position de la CGT vis-à-vis de la gauche : de nombreuses attaques contre le PS, sans jamais le nommer, un soutien sur toute la ligne aux propositions du PC.

Contre le PS :

Une vieille histoire, sur laquelle le PCF restait muet à l'époque. A propos des déclarations de Mitterrand et de Rocard lors de la sortie du plan Barre : «Ces critiques (faites à la CGT) procédaient d'une analyse différente de la nôtre. Ceux qui les exprimaient avaient cru qu'effectivement le plan Barre visait à juguler l'inflation, à freiner la hausse des prix, à réduire le chômage, à relancer l'économie, et ouvertement ou discrètement, ils souhaitaient qu'il réussisse.» Tout le monde a compris !

Sur le programme du PS, il en «appelle» lui aussi aux travailleurs : «S'il s'avère nécessaire, comme la CGT le propose, de procéder à deux ou trois nationalisations de plus, et de faire payer davantage les riches, les travailleurs n'y trouveront rien à redire.»

Lui aussi met en garde le PS contre la tentation d'écarter le PC du gouvernement : «C'est le dialogue, la confrontation des idées est une règle de la démocratie. Il faut souhaiter que tout le monde tiendra à le respecter, même demain, en cours d'édification de la société nouvelle.» Et encore : «Nous ne voulons pas que notre pays «file le train» au Portugal.»

G. Séguy, dans la foulée, a répété : «Nous n'avons pas soutenu de toute notre énergie et de toute notre autorité depuis 5 ans le Programme Commun pour consentir demain à la Gauche les sacrifices que nous refusons aujourd'hui à la droite.»

En clair, il nous faut un programme commun bien renégocié et pour appuyer cette exigence, il pose «dix questions.»

### LES DIX QUESTIONS

On chercherait en vain une quelconque contradiction avec les exigences actuelles du PC. Ces dix

questions, et les attaques contre le PS, rendent caduque la déclaration de principe qui les suit : «Quant à nos relations avec le gouvernement et les partis de gauche, c'est à présent un lieu commun que de rappeler notre indéfectible attachement à l'indépendance syndicale.»

Pour finir ce chapitre, il promet à la gauche de «concourir de manière responsable, à assurer le succès de l'expérience en faisant échec aussi bien aux intrigues de la droite qu'aux surenchères de l'aventurisme.»

## QUELQUES CITATIONS DE SÉGUY

### Sur les écologistes

«Nous pensons cependant que le mouvement écologiste gagnerait à ne pas laisser planer d'équivoque quant à ses véritables objectifs et à son orientation politique.»

«Par exemple, l'entrisme des groupes gauchistes grillés à l'usine et à l'Université comporte, pour le mouvement écologiste, des dangers de pollution de nature à ternir sérieusement la vocation dont il se réclame.»

«Nous aurions aimé que ses animateurs réagissent aux violences commises au nom de l'écologie, qu'ils condamnent sans ambiguïté les campagnes dirigées contre l'EDF, les odieux graffitis «E.D.F. - S.S.», les attentats perpétrés contre nos camarades gaziers et électriciens qui y ont riposté dans l'unité de manière exemplaire (...).»

### Sur le P.S.

«D'aucuns pensent qu'il faut être prudent et modéré, qu'il est besoin d'allonger les délais d'application des réformes économiques, voire de reconsidérer certaines d'entre elles, et préconisent la remise en cause partielle du règlement des revendications des travailleurs en affirmant qu'on ne saurait échapper à une certaine austérité. On a même évoqué l'éventualité d'une diminution des salaires comme corollaire à la réduction de la durée du travail.»

«Interrogé à ce sujet, j'ai déjà eu l'occasion de défendre à la télévision, persuadé d'exprimer un sentiment commun à tous les travailleurs, que nous n'avons pas soutenu de toute notre énergie et de toute notre autorité, depuis cinq ans, le Programme Commun pour consentir demain à la Gauche des sacrifices que nous refusons aujourd'hui à la Droite. (...).»

«Le modèle de socialisme «à la suédoise» n'a jamais été pour nous autre chose qu'un mythe et nous ne voulons pas que notre pays «file le train» au Portugal (...).»

### Sur la campagne des trois millions d'adhérents

«Cependant, cette progression comporte des inégalités découlant de différences de rythme de l'engagement syndical dans la bataille de renforcement vers les trois millions d'adhérents.»

«Notre potentiel militant n'est pas encore convaincu à 100% de l'importance décisive du renforcement de la C.G.T. en tout et pour tout, sinon l'objectif serait dépassé.»

«On rencontre encore :

— des conceptions qui tendent à privilégier la qualité par rapport à la quantité et en arrivent à prendre quelques distances avec les règles de la démocratie syndicale. Des manifestations d'esprit de supériorité confinant à l'étroitesse incompatible avec l'humble travail fraternel de persuasion à la base auprès des jeunes, des femmes, des I.C.T., des immigrés, des retraités, et de la masse des chômeurs ;

— du scepticisme envers notre orientation et les revendications qui en découlent vis-à-vis des salariés les plus déshérités que nous ne rallierons pas à la vie et à l'action syndicale si nous ne témoignons pas à leur égard d'une grande sensibilité humaine. (...).»

«L'impérieuse nécessité de renforcer notre organisation syndicale nous est dictée par la dimension des responsabilités que nous assumons aujourd'hui et qui nous incomberont demain dans l'hypothèse vraisemblable de l'arrivée de la gauche au pouvoir.»

«Il n'est pas aujourd'hui d'acte militant plus important que celui-là.»

### Chapitre 7 de la plate-forme CFDT

## «DES CONSEILS ÉLUS PAR LES TRAVAILLEURS»

Le chapitre 7 de la plateforme CFDT avait, on s'en souvient, suscité une vraie lutte dans la CFDT ; le CERES avait tenté de le faire supprimer carrément. Mais face aux exigences des syndiqués, et dans la perspective de congrès, dès avant les élections de 78, E. Maire avait mené la bataille pour qu'il figure. Ce chapitre marque la spécificité de la CFDT, il était donc vital qu'il reste. On peut malgré tout avoir des doutes sérieux sur une attitude favorable de la gauche face à ces propositions.

Sans mise en place de structures décentralisées au niveau le plus bas (celui de l'atelier ou du service), le processus d'extension du pouvoir aux travailleurs ne sera pas réellement amorcé.

Des conseils d'ateliers ou de services devront ainsi être mis en place au sein de chaque établissement, dès l'entrée en vigueur des lois de nationalisation.

Ces conseils seront élus par les travailleurs.

Ils disposeront de l'autonomie dans le cadre d'un contrat négocié avec le conseil d'établissement, à partir des réalités rencontrées par les deux parties, et fixant périodiquement les moyens et les objectifs de l'atelier ou du service considéré.

Dans le cadre de ce contrat, ces conseils ont le pouvoir de décision en ce qui concerne les conditions de travail et l'organisation du travail. Ce pouvoir porte sur :

- le choix des équipements nouveaux qui conditionnent le travail ;
- les changements technologiques à opérer pour améliorer les conditions de travail. Ils prennent les mesures nécessaires pour alléger la charge du travail, décider d'autres modes d'organisation du travail et du système de production ;
- les plans de formation nécessaires pour les travailleurs concernés ; (...)

Nous proposons ci-dessous les grands axes concernant les structures de gestion et de fonctionnement, au niveau de l'entreprise et de l'établissement, à atteindre quand un plan aura été démocratiquement élaboré et mis en œuvre. (...)

1. Les entreprises nationalisées ne devront pas nécessairement reproduire les structures actuelles des groupes nationalisables. Dans de nombreux cas, en effet, il faudra définir de nouvelles entreprises, en restructurant les groupes industriels existant car leur organisation et leur dimension présentes sont essentiellement dépendantes d'une logique capitaliste de centralisation financière.

2. Les structures des entreprises nationalisées devront permettre un fonctionnement fondé sur une distinction claire des différents pouvoirs. (...)

4. Au niveau de l'entreprise : un conseil d'entreprise et un comité central d'entreprise seront instaurés. Le conseil d'entreprise définira la politique générale de l'entreprise, négociera avec le Plan le contrat pour l'entreprise et avec les conseils d'établissements les contrats pour les établissements, nommera la direction de l'entreprise et rendra régulièrement compte de son mandat aux comités d'établissement.

Au niveau de l'établissement : un conseil d'établissement et un comité d'établissement seront également instaurés.

5. Les conseils d'entreprise et d'établissement sont composés de travailleurs élus.

6. Les organisations syndicales n'assumeront pas de responsabilité de gestion ; elles exerceront par contre, une fonction de contrôle, soit directement, soit par l'intermédiaire de leurs représentants au comité central d'entreprise et aux comités d'établissement.

## LUTTES OUVRIERES

### Gervais-Danone (MARSEILLE) : menace d'expulsion

Alors qu'ils occupent leur usine depuis le 18 juin dernier, les 140 ouvriers de l'usine Gervais-Danone à Marseille, ont appris qu'ils risquent d'être expulsés de leurs locaux de travail. La Cour d'appel d'Aix-en-Provence vient en effet d'ordonner leur expulsion avec, si besoin, «l'aide de la force publique» !

### SNCF : non à la suppression de 10 000 emplois !

C'est hier matin que les fédérations de cheminots rencontraient la direction générale de la SNCF. Ils exigeaient le retrait de la «consigne générale», c'est-à-dire de la décision qui prévoit la suppression de près de 10 000 emplois à la SNCF.

Cette suppression d'emplois fait suite à celles, importantes, qui ont déjà eu lieu ces trois dernières années : de 296 100, le nombre d'emplois est passé à 169 000. Rien que pour les douze derniers mois, c'est près de 5 400 postes de travail qui ont été supprimés, augmentant d'autant, dans le même temps, la charge de travail demandée aux cheminots.

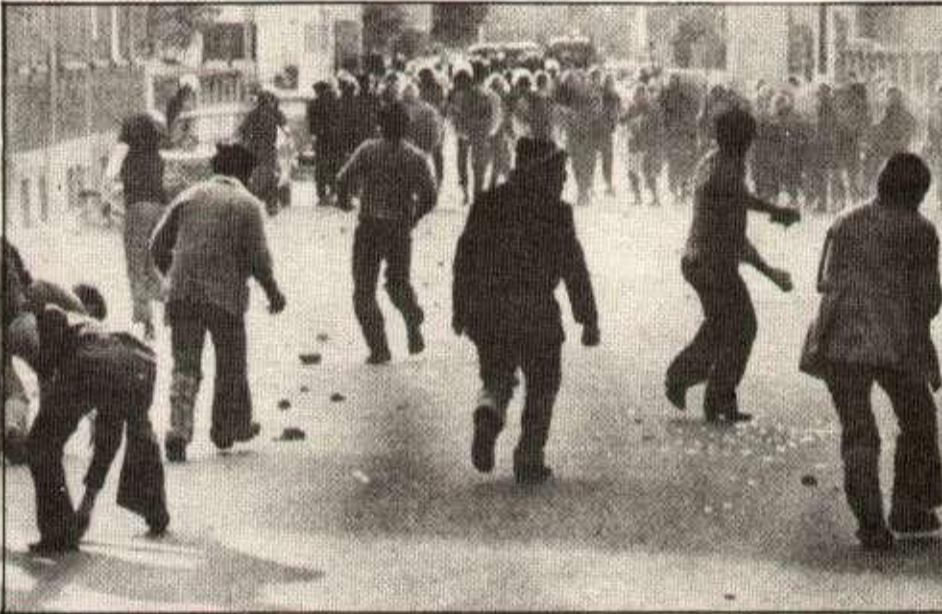
L'ensemble des syndicats est décidé à déposer un préavis de grève si la direction de la SNCF ne revient pas sur sa décision.

### Le dernier licenciement de Beullac

Un travailleur de nationalité portugaise vient d'être licencié de l'entreprise où il travaillait sur ordre direct du ministère du Travail. Il travaillait sous contrat provisoire jusqu'au 30 septembre. La direction départementale de la main d'œuvre a fait pression pour qu'il n'obtienne pas la carte de travail que ce travailleur recherchait, dans le but d'être embauché durablement. Le motif invoqué pour le licenciement qui risque d'être suivi d'une expulsion à court terme est «la situation de l'emploi». Autrement dit, c'est l'application de la vieille thèse : les immigrés sont responsables du chômage ! L'U.L.-CGT de Corbeil organise la riposte.

### Roth-Frères (Strasbourg)

## CONTRE TRENTE LICENCIEMENTS RÉPRESSIFS



Pendant leur lutte, les travailleurs de Roth affrontaient les flics.

Depuis 48 heures, les travailleurs de l'entreprise Roth-Frères, à Strasbourg (fabrication de 65% des sièges de voitures en France) sont à nouveau partis en grève. Le mouvement démarré dans la journée de mercredi, est suivi pour l'instant par plus de 60% des ouvriers, travaillant en équipe du soir, selon la section syndicale CFDT de l'établissement. Il s'agit d'obtenir la réintégration rapide d'une quinzaine de travailleurs, parmi lesquels un délégué syndical CFDT. Ces licen-

ciements ont été décidé par la direction de Roth en réponse à une première grève à la rentrée par laquelle un certain nombre de travailleurs entendaient déjà s'opposer à la mise à pied d'un des leurs, suite à une altercation avec un chef d'atelier.

Les travailleurs grévistes exigent également la réintégration à leurs postes de travail de 15 autres ouvriers (immigrés pour la plupart) licenciés eux aussi

pour être arrivés en retard de vacances.

Il ne fait pas de doute pour les «Roth» qu'en agissant ainsi la direction veut leur faire payer la grève très dure qu'ils avaient menée il y a maintenant 3 mois, et portant notamment sur les conditions de travail. On se souvient que malgré une répression féroce, les travailleurs en ressortaient largement victorieux. Les travailleurs de Roth sont fermement décidés à faire échec à la répression anti-syndicale !

### Besançon

## Difor prison !

Le patron de Difor à Besançon veut faire payer ses difficultés à ses employés. Non seulement il intensifie le travail, réduit l'embauche au maximum, non seulement il a mis en place un système de notation du personnel, en fonction de leur bonne collaboration, et de leur discipline, mais encore il installe des grilles et des barreaux pour protéger son stock.

Aujourd'hui, c'est la goutte qui fait déborder le vase. Prétendant un vol, les flics sont appelés, et sur une simple dénonciation, obtenue par on ne sait quelle pression, ils ont emmené un camarade, et l'ont gardé de 10 h du matin à 6 h du soir pour l'interroger. Exploités toute l'année, il faut encore avoir les flics sur le dos pour un oui ou pour un non. Ce genre de choses, s'est déjà passé il y a quelques mois où tout un service avait été interrogé. La question qui est revenue le plus souvent était : «combien gagnez-vous». Être jeune, gagner à peine au-dessus du SMIC, cela suffit pour être un voleur en puissance ! Ce genre de méthode soulève l'indignation. Une vingtaine d'employés ont décidé de monter dans le bureau du patron pour obtenir que l'enquête soit arrêtée. Le patron a refusé de les recevoir. Ils ont décidé d'y aller en force.

Correspondant

## LES MONTEFIBRE A PARIS

C'est vendredi qu'a eu lieu la «marche» sur Paris des travailleurs de Montefibre. Cette action, on le sait, avait été décidée mercredi après-midi, après que les nouveaux négociateurs de la Montedison aient confirmé le plan de 800 licenciements présenté par Casali lundi, et ceci toujours dans «l'attente d'une solution industrielle définitive.»

Partis à 6 heures, de St Nabord, en car, les «Montefibre» doivent manifester devant le ministère du travail. Après quoi ils se rendront chez Monory, ministre de l'industrie, pour faire entendre leur détermination à obtenir la réouverture complète de l'usine.

Un problème immédiat reste intact, celui de la livraison de citernes de fuel pour assurer la marche au ralenti de l'usine. C'est donc samedi, alors qu'ils seront de retour dans les Vosges, que les «Montefibre» envisagent d'aller manifester avec la population vosgienne devant le domicile personnel de Poncelet.



### En bref... En bref...

#### Dubigeon (Nantes) : non au renforcement du contrôle !

Les ouvriers, au nombre de 2 500, des chantiers navals de Dubigeon à Nantes, ont débrayé mercredi après midi pour s'opposer au nouveau pointage qui a été instauré par la direction, à midi, dans les ateliers.

C'est bien entendu durant les vacances, que la direction avait installé les nouvelles horloges pointeuses pour exercer un contrôle plus rigoureux sur les heures de sortie !

#### Nantes : manifestation des producteurs de lait, le 16 septembre

C'est le 16 septembre, que les producteurs de lait du département de la Loire Atlantique, manifesteront à Nantes. Il s'agit pour eux de refuser de payer une taxe de 1,5%

décidée par la Communauté Économique Européenne, taxe censée lutter contre les stocks de poudre de lait (un million de tonnes environ). Mais les producteurs de lait ne sont nullement responsables de cet excédent de stocks ! La taxe de 1,5% qui leur est demandée à partir du 16 septembre fera baisser leurs revenus déjà faibles. Les producteurs d'autres départements (Finistère, Morbihan) envisagent une semblable action.

#### Chocorève (Mondicourt) : des bruits de fermeture

L'usine Chocorève (biscuits), située à Mondicourt dans le Pas-de-Calais, menace d'être fermée dans les semaines qui viennent sur ordre du groupe Rowntree Mackintosh, son propriétaire. Une première grève de deux heures a été déclenchée en avertissement par le personnel.

74% des jeunes heureux ?

# L'INSONDABLE ESCROQUERIE DE DIJOU

• La jeunesse inquiète visiblement le gouvernement. N'ayant à lui offrir qu'un avenir de crise, il craint sa révolte. Mai 1968 est resté gravé dans sa mémoire et doit hanter encore les nuits de certains ministres. Incapable de résoudre le problème, le gouvernement tente de le nier en le gommant. Haby veut mettre la jeunesse scolarisée en fiches avec son système de dossier scolaire. Dijoud, secrétaire d'État à la Jeunesse et au Sport pense conjurer la révolte des jeunes par un sondage rassurant.

74% des jeunes de 14 à 24 ans se déclarent heureux selon le sondage IFOP commandé par Dijoud, 81% s'estiment libres, 86% croient à l'égalité des chances : il y a beaucoup de réponses rassurantes pour un ministre dans ce sondage. Mais c'était sûrement le but d'un tel sondage : donner de la jeunesse une autre image pour masquer la réalité. Le sondage a-t-il dépassé les espérances de Dijoud ? Toujours est-il qu'il déclarait que «l'image qui en résulte est sensiblement différente de celle que certains événements, certains messages politiques et même certaines intuitions laissaient prévoir». L'IFOP a dû dépasser un peu la dose au point que l'image qu'elle donne à travers son sondage n'est guère crédible, même aux yeux de ceux qui veulent s'illusionner.

## UNE MYSTIFICATION

Car qui va prêter foi à un tel sondage, alors que sont éludés plusieurs graves problèmes auxquels se heurtent les jeunes : l'emploi, l'éducation, les loisirs,

l'impossibilité de faire entendre sa voix... Du coup, ce sondage ne peut faire apparaître que pour ce qu'il est : une mystification, une escroquerie, comme la plupart des sondages. On n'a pas de détails sur la façon dont il a été réalisé, sur le choix de l'échantillon, sur la façon dont ont été posées les questions, on sait seulement que 1 450 jeunes ont été sondés.

## LES QUESTIONS QUE L'ON N'A PAS POSÉES

Mais surtout, que signifient les réponses données à des questions aussi abstraites que «Vous sentez-vous heureux ?», «Vous estimez-vous libres ?». Selon le moment, selon l'humeur, la réponse peut différer, mais de toute façon, n'a guère de sens, dans la mesure où elle reste à un tel degré de généralité.

Que n'a-t-on interviewé les jeunes sur le chômage, ou sur l'école par exemple. Trop dangereux sans doute ! Quand un ministre veut mesurer le degré de révolte ou de préoccupation de telle ou telle catégorie de la population il ne publie pas les résultats du sondage. Le

cas s'est présenté l'an dernier où un sondage réalisé sur le chômage a été tenu secret par le ministère du Travail.

Ce que Dijoud espère c'est qu'à défaut de lui donner un aperçu de ce que pensent les jeunes, il les influence. La fonction des sondages est en effet, outre de justifier la politique gouvernementale, de faire apparaître certains points de vue comme minoritaires, et donc comme anormaux et ainsi d'exercer une pression afin que tous aient le point de vue donné comme majoritaire. Ainsi les jeunes qui ne s'estiment pas libres sont mis dans la position d'anormaux et invités à réviser leur jugement.

S. L.



Les jeunes, comme ceux de Thionville, qui refusent un avenir de chômeur, font peur à M. Dijoud.

Contrats de «dépollution»

## UN CADEAU AUX POLLUEURS

Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement vient de signer un accord de «dépollution» avec les patrons lainiers du Nord. Sur une tonne de laine traitée, environ cinq cents kilos sont rejetés dans les rivières. Le contrat prévoit qu'en quatre ans la pollution sera réduite de 96%. Dans les usines de peignage et de lavage, l'utilisation de l'eau sera remplacée par des procédés à base de solvants organiques qui doivent supprimer les rejets. Les investissements nécessaires représentent quatre milliards d'anciens francs d'ici juillet 1980.

D'Ornano n'a pas précisé le montant de l'aide de l'État mais on peut penser qu'il est important.

Ces contrats de «dépollution» appellent deux observations. D'une part, ils sont la reconnaissance claire de la responsabilité des industriels dans l'énorme pollution qui touche les rivières du Nord. Mais en même temps, ils représentent un nouveau cadeau aux industriels puisque ce sont les contribuables et parmi eux, les victimes (pêcheurs, riverains, promeneurs) de la pollution des rivières qui vont payer une bonne part de la facture.

## 5 candidats-astronautes français choisis pour 1980

En décembre 1980, la navette spatiale américaine sera mise en orbite pendant une dizaine de jours. A son bord, deux pilotes américains et trois astronautes chargés de travailler dans le laboratoire spatial : deux Américains et un Européen. Celui-ci doit être choisi par l'Agence Spatiale Européenne et la NASA parmi cinquante candidats. Les cinq candidats français viennent d'être désignés : ce sont des techniciens et scientifiques dont le plus connu est le capitaine de corvette Philippe de Guillebon, spécialiste des plongées en bathyscaphe. Parmi ces candidats, une jeune femme, qui participe à des programmes de recherches spatiales au CNRS. C'est la seule femme parmi les candidats européens, désignés jusqu'ici.

## Ligne EDF sabotée

La ligne EDF en construction qui doit relier Fessenheim à la région parisienne a été sabotée dans la nuit de mercredi à jeudi. Près du pylône de Nambshelm, non loin de Fessenheim, le feu a été mis à un touret, grosse bobine autour de laquelle est enroulé le câble servant à acheminer le courant à haute tension. Quinze cents mètres de câble ont été détruits.

Ce sabotage n'est pas le premier. Les travaux de la ligne Fessenheim-Méry-sur-Seine ont déjà été retardés à plusieurs reprises par des actions qui ont causé des dommages évalués à 100 millions d'A.F.

Selon EDF, les travaux seront terminés au printemps prochain.

## Plus d'étrangers en France un Français sur deux seulement est parti

Médecin, secrétaire d'État au Tourisme, a brossé à la radio un premier bilan de la saison 77. La France a reçu plus d'étrangers, surtout dans les régions littorales. Elle serait même en passe d'entrer dans le peloton de tête (derrière la Suisse), des pays qui accueillent des touristes étrangers.

Les Français, quant à eux, ont dû dépenser plus (7% de plus au total) : 47% d'entre eux ne sont pas partis en vacances. Ceux qui sont partis ont fait moins d'excursions que d'habitude : les budgets étroits et le mauvais temps ont joué. Enfin, le mouvement engagé (depuis la crise) se confirme : de plus en plus d'estivants prennent leurs vacances en famille, à la campagne, les vacances sur le littoral deviennent trop chères.

## Un nouveau journal

## V.S.D. : l'emballage trompeur

• V.S.D., *Vendredi Samedi Dimanche*, l'hebdomadaire du week-end, dirigé par Mauricie Siégel, ancien patron d'Europe 1, a fait son apparition en kiosque, ce vendredi après être apparu sur les panneaux publicitaires. 330 000 exemplaires cherchent preneurs. Pour assurer le succès du nouvel hebdomadaire, Siégel et son équipe de direction, dans laquelle on trouve Gorini qui était aussi à Europe 1, n'ont pas lésiné.

Le projet est à l'étude depuis un an, plusieurs études de marketing ont été faites pour bien trouver le créneau et le budget publicitaire est considérable : 8 millions de F. V.S.D. n'a pas de problèmes d'argent, il a été porté sur les fonds baptismaux par les riches actionnaires dont Siégel, Trigano et dit-on Riboud.

Dans le numéro un Siégel annonce «approche différente de la politique», «l'argent ce n'est pas tout», VSD doit être l'hebdomadaire des jours libres. Enfin il se targue de n'avoir «aucun fil à la patte», et donc de pouvoir tout dire.

VSD, il est vrai se

différencie par plusieurs aspects des autres hebdomadaires. Sa présentation d'abord : grand format, papier non glacé, quadrichromie. Le langage : pas d'article dossiers, un ton assez proche de la radio, visiblement, Siégel se souvient d'Europe 1, beaucoup d'interviews. Les su-

jets «sérieux». Les problèmes sont abordés sous l'angle du quotidien. Du point de vue de la forme, VSD se différencie effectivement de ses concurrents et a un certain air de nouveauté.

Reste le contenu. L'effet est le même qu'à l'ouverture d'une boîte alléchante quand on la découvre à moitié remplie de camelote. La plupart des articles sont creux comme celui de cette Huguette Debaisieux transfuge du *Figaro* qui prétend exposer les «espoirs et peurs des Français» par rapport aux législatives de 78. Ce ne sont guère que quelques lieux communs, parmi les plus stupides. Mais ce qui est véritablement scandaleux c'est un article sur le sacre de Bokassa. La

journaliste s'émerveille sur les fastes de l'empereur centrafricain, parle de ses «grandes bontés» et s'émeut sur son enfance difficile. *France Dimanche* n'aurait pas fait pire. Les crimes de ce tyran sanguinaire maintenu au pouvoir par l'impérialisme français qui maintient son peuple dans la misère et fait régner la terreur, ne sont pas évoqués. Il ne faut pas déranger la quiétude des lecteurs de VSD.

Un cadre qui a «craqué» parle de ses espoirs : devenir moniteur d'équitation. VSD s'attendrit sur les malheurs du baron Bich ce mégalomane qui a perdu 3 milliards dans les voiliers.

Pas très nouveau tout ça. Même sans fil à la patte, VSD vole en rase mottes.

# abonnez-vous



## LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

### A un abonnement à

- Front Rouge, revue politique et théorique du PCRM
- Pékin Information
- La Chine en Construction
- Réception du Manifeste pour le Socialisme

### et à un livre ou un disque au choix

- Le tome V de Mao Tsé Toung, dès sa parution en France
- Ou parmi les livres :
- Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un militant communiste (Paul Lejeune)
  - La Commune en bandes dessinées
  - Les dix jours qui ébranlèrent le monde (John Reed)
  - Ma plume au service du prolétariat (Haoran)
  - Les enfants de Xisha (Haoran)
  - Danger ! Amiante (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu CFDT, CGT, FEN)
  - La Commune de Paris (Lissagaray)
  - La Chine à la mort de Mao (Alain Bouc)

### Parmi les disques :

- Kan Bale lu poblek breizh, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons
- Viva la Vida, Carlos Andreou
- Terre de ma patrie, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balatine
- Radio Renaissance, chants interprétés par le GAC
- Au choix, disques chiliens : Checco
- Chê  Resistencia
- Naussac
- La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants
- Ki Du (Gilles Servat)
- Ça branle dans le manche (François Tusques)
- Le pouvoir des mots (Gilles Servat)
- Dansons avec les travailleurs immigrés (François Tusques)

### sur présentation de la carte abonné ami du Quotidien du Peuple

- réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes (liste sur demande)
- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRM

NOM (en capitales) .....  
 Prénom .....  
 Adresse .....  
 Ville ..... Date : .....

Abonnement normal 350 F   
 Abonnement de soutien 600 F

Mode de versement : - en une fois  - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.  
 Découpez suivant le pointillé et renvoyez au Quotidien du Peuple.

BP 225 75924 Paris Cédex 19.  
 Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F, et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

### CORSE

## Les élus veulent prendre leur revanche sur le peuple corse

Reprenons le fil des événements. Dans la nuit du 12 au 13 août dernier, le relais de télévision de Serra di Pigno est totalement détruit par une explosion revendiquée par les militants du FNLC (Front National de Libération Corse) qui espèrent par là détourner l'attention populaire du rassemblement de Furiani qui se tient le lendemain. A ce rassemblement Edmond Simeoni, écouté par 12 000 personnes demande «l'internationalisation du problème corse» (devant l'ONU), lance l'idée de la carte d'identité Corse et annonce que l'UPC (Union du Peuple Corse, ex APC) est décidée à mettre sur pied un gouvernement corse «fantôme». Les réactions à ces diverses initiatives ne se font pas attendre.

même allé jusqu'à féliciter Mussolini lors de l'attaque de l'Éthiopie et à se déclarer partisan d'une collaboration officielle plus poussée.

Le CCB, on le retrouve du côté de de Gaulle, puis contre de Gaulle et avec l'OAS. Mais les bonapartistes ne feront pas longtemps cavalier seuls. Voilà que les radicaux «de gauche», espérant eux aussi récupérer le mécontentement d'une opinion publique privée de télévision rencontrent le CCB. Une rencontre préparée par Giacobbi, Zucarelli (MRG, maire de Bastia), le maire de Corte et le maire RPR de Porto Vecchio. Quelques jours plus tard, le MRG seul, rend public, la manigance commune sous la forme d'un appel aux élus de «tous les bords» pour une

● Ce vendredi 9 septembre est jour férié en Corse par décision exceptionnelle des préfets des deux départements corses. Un jour qui marque la première contre offensive anti autonomiste, depuis Aléria. Pas moins de trois manifestations auront lieu ce jour en Corse : la traditionnelle cérémonie du 34<sup>e</sup> anniversaire de la libération de l'île, une manifestation aux monuments aux morts de Bastia et d'Ajaccio à l'appel des élus pour exprimer «leur hostilité au séparatisme et aux violences d'où qu'elles viennent», enfin une troisième manifestation le soir à l'appel du PCF, de la CGT et de la FEN, pour dénoncer «la violence sous toutes ses formes et le pouvoir en place».

afin de «réaffirmer la volonté farouche de la Corse de rester dans la nation française» et de rejeter «la violence et l'aventure». La CGT, elle, dénonce «la violence d'où qu'elle vienne». Partout les militants du PCF tentent de se justifier «On ne peut pas laisser le monopole de l'action aux bonapartistes à quelques mois des élections!». Le PCF a même le front d'exhiber le drapeau Corse en tête de sa manifestation ! Mais la démarche suivie par le PCF, ne se fait pas sans mal, elle entraîne des remous jusque dans les cellules du PCF. Suite aux critiques des jeunes, le PCF revient sur un premier communiqué de presse qui dénonçait «les violences et le séparatisme» et publie un deuxième communiqué qui se contente de rejeter «la violence». Ne perdant pas l'occasion de régler quelques comptes avec son rival PS, la fédération corse du PCF appelle à la manifestation également sur le thème du SMIC à 2 200 F par mois, et pour l'extension des nationalisations... Dernière précaution enfin, le PCF appelle à la cérémonie traditionnelle organisée par le Comité de la Résistance à 9 h et demande de ne pas se joindre à la manifestation des élus. Quant au PS et à l'UPC ils appellent tous deux au boycott de la journée.

### L'AIDE PROVIDENTIELLE DES PRÉFETS

Pour tenter de faire de cette journée un premier contre feu massif à la montée des aspirations populaires, les deux préfets corses décident, pour la première fois, de faire de ce 9 septembre une journée fériée. Moins de gens au travail, peut être plus de monde aux deux manifestations ? Tel est leur calcul. Un calcul déjà mûrement préparé par les déclarations qui suivirent l'attentat contre la télévision «il faudra plus d'un an pour réparer la station. La redevance sera augmentée de 2 F», etc... Nombreux pourtant sont les techniciens qui estiment que, si les moyens sont pris, la réparation peut être faite en trois mois ! Mais le pouvoir semble vouloir faire trainer les choses pour créer le mécontentement dans les villages de montagne où la «télé» occupe une grande place dans les soirées d'hiver. Autre mesure : des renforts de police ont été envoyés dans l'île pour

créer un climat de violence et de peur.

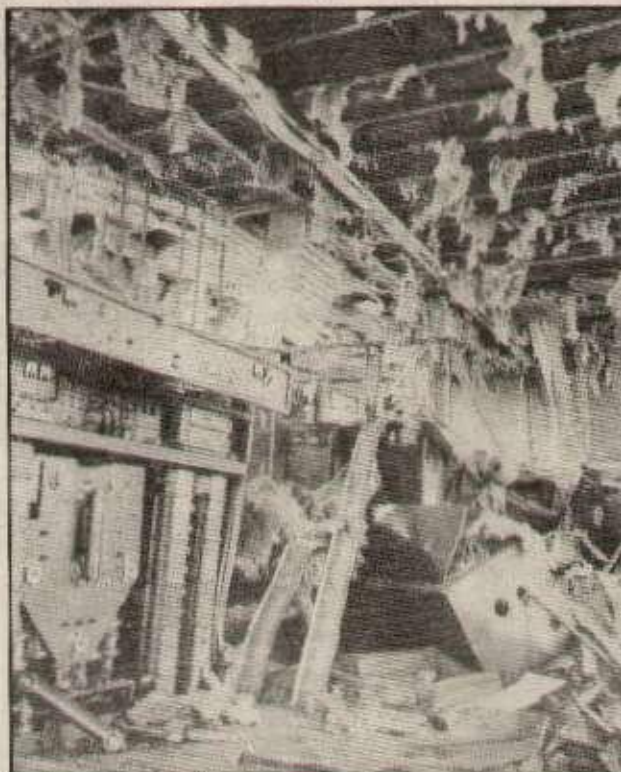
### UNE JOURNÉE - TEST POUR LA RÉPRESSION DU PEUPLE CORSE

A travers ces différentes manœuvres, de droite et de gauche, se cache un enjeu réel plus important. Après Aléria et le procès Siméoni, la réunion de Furiani, le pouvoir a enregistré une série d'échecs dans sa politique corse, échecs dont il redoute de payer la note aux prochaines élections. En se saisissant de l'explosion de Serra di Pigno, par le jeu des clans, des élus, des partis adeptes d'un centralisme fort (RPR ou capitalisme d'État du PCF), la bourgeoisie cherche à remonter la pente et à créer un minimum de consensus pour engager une répression active contre les autonomistes, et détruire la dynamique qu'ils ont créée.

Mais, malgré ces manœuvres, bien que privés de télévision, les Corses gardent tout leur sang froid. Ils ne peuvent oublier ni le passé de ceux qui veulent parler aujourd'hui en leur nom, ni la situation dans laquelle la politique du pouvoir a plongé l'île : chômage, exode, fausse continuité territoriale, répression.

C'est cette expérience et la solidité des aspirations populaires qui feront échouer «la revanche des élus».

Pierre PUJOL



Le relais de télévision de Serra, de Pigna, après l'attentat du 12 août

### BONAPARTISTES ET PÉTAINISTES

Celle du «Comité Central Bonapartiste» (CCB) (très lié à la mairie d'Ajaccio), ramassés d'élus réactionnaires se retrouvant dans divers partis de la majorité présidentielle, est immédiate. Il appelle à une manifestation de «masse» le jour anniversaire de la libération de l'île, choix d'autant plus surprenant qu'il émane notoirement d'une organisation pro-vichyste durant la guerre.

L'ex maire d'Ajaccio, Dominique Paoli qui fut membre du CCB était

grande manifestation «contre la violence et le séparatisme». L'appel sera vite signé par deux députés et un sénateur MRG, deux maires RPR, un CDP et un CCB (proche du RPR). En bref, par les chefs des clans, de la droite à la gauche.

### QUAND LE PCF NE VEUT PAS ÊTRE DE RESTE...

La fédération corse du PCF, voyant l'occasion de «régler son compte» au courant autonomiste, se décide deux jours plus tard à convoquer une «manifestation de masse» pour le même jour à Ajaccio,

### Provocation contre Radio Verte Fessenheim

Des bruits ont couru en Alsace, affirmant que le pylône TDF de Mulhouse aurait été saboté et qu'il faudrait sans doute chercher les auteurs du côté de Radio Verte Fessenheim. Une «mobile» était tout trouvée : c'est TDF qui brouille les émissions de R.V.F... Radio Verte Fessenheim vient de démentir catégoriquement ces insinuations, a dénoncé cette provocation qui s'ajoute à la récente intervention policière contre l'émetteur de Radio Verte Fessenheim.



Allemagne : social-démocratie et C.D.U.

## SURENCHERES POUR LA RÉPRESSION

Dans la campagne pour le renforcement de l'État policier, les deux partis de la bourgeoisie allemande, le SPD et la CDU jouent un rôle complémentaire. Mercredi, 5 projets de lois proposés depuis longtemps par la CDU ont été adoptés par le gouvernement :

- 1) — Une loi prévoyant de plus fortes peines pour le terrorisme.
- 2) — La surveillance des discussions avec les défenseurs.
- 3) — Une loi portant atteinte au droit de manifestation (seraient coupables tous ceux qui ne s'éloigneraient pas d'une manifestation même autorisée dès le moment où des actions violentes y apparaîtraient).
- 4) — La possibilité élargie d'interdire les rassemblements d'étrangers.
- 5) — La modification de la loi sur l'alimentation forcée qui donnerait la possibilité légale de laisser mourir les grévistes de la faim.

Tout en emboitant le pas à la droite, le SPD déplore hypocritement ces mesures. Pour défendre «l'État le plus démocratique qui ait jamais existé», Brandt et Schmidt appellent les citoyens à la solidarité avec la police et à la délation généralisée. Presse et télévision entretiennent une atmosphère de guerre civile. Mardi soir, avec de la musique triste et des communiqués spéciaux, les speakers donnaient directement le point de vue du «cabinet de crise» réunissant gouvernement et patronat. A part les appels à la dénonciation, la presse ne donne aucune information

C'est dans un silence total, la presse et la télévision ne passant que les communiqués gouvernementaux, que les négociations se sont engagées avec les ravisseurs de Schleyer. Pendant ce temps, la campagne réactionnaire pour le renforcement de l'État policier continue à se développer, les deux partis, sociaux démocrates du SPD et démocrates chrétiens de la CDU ne faisant que surenchérir en faveur de la répression.

réputées anti-fascistes (le Fils de Thomas Mann, par exemple).

Bien entendu, cette campagne n'est pas sans influence sur les travailleurs : c'est ainsi que l'accueil réservé aux révolutionnaires est de plus en



Le procès de Baader-Meinhof - Mai 75

sur l'enquête ni sur les rafles opérées chez des centaines de progressistes pendant la semaine. Aucun journal n'ose plus poser la question de savoir pourquoi un groupe comme la «Fraction Armée Rouge» existe, quelles sont ses motivations. *Le Monde*, qui, dans un premier temps, s'était timidement interrogé sur les problèmes que pose le

renforcement de l'État policier, a été accusé par le journal «libéral» *Süddeutsche Zeitung* de «soutien objectif au terrorisme».

Le plus souvent présentés comme des criminels de droit commun, les anarchistes sont parfois caractérisés comme «héritiers du nazisme». La presse fait intervenir dans ce sens des personnalités

plus méfiant. Cependant, où qu'on aille, une idée domine : on ne s'apitoie pas sur Schleyer, nazi et chef du patronat. Cet individu est trop connu comme ennemi des travailleurs. D'ailleurs, la presse a évité d'évoquer sa personnalité pour faire jouer la corde sensible, comme elle l'avait fait pour Buback.

Correspondant

## LA GREVE DE LA FAIM DES PRISONNIERS POLITIQUES

A la suite de provocations et de brutalités dans les prisons, une grève de la faim commençait chez les prisonniers politiques de Stuttgart cet été. Ils étaient suivis par ceux de Bochum, Berlin, Essen et Cologne. Ceux-ci demandaient pour tous le droit de se réunir deux fois par jour et le regroupement des prisonniers politiques à Stammheim.

La réponse des autorités allemandes est une répression féroce. Dès que la grève de la faim commence, les réunions des prisonniers politiques le matin et le soir sont supprimées, alors que les professeurs de médecine chargés de les suivre déclarent que leurs facultés de communication ne résisteraient pas à un nouvel isolement. Le 14 août, le juge Kuhn décide que Siegfried Haag, détenu préventif qui fait la

grève de la faim sera privé de tabac, de café, de radio et qu'on lui enlèvera les médicaments qu'il prend pour des troubles circulatoires. Son avocat porte plainte contre le juge pour tentative de meurtre. L'avocat Schilly, qui rencontre Gudrun Essli dans un état lamentable, incapable d'articuler un mot, affirme que le procureur fédéral, successeur de Buback «joue un jeu cynique avec la vie des gens». Un gréviste de la faim de Bochum déclarait : «Pour nous, il n'y a que Stammheim ou le cimetière.»

Pendant ce temps, la presse de Springer déclenchait une campagne de propagande développant le thème que les prisonniers politiques menaient la vie de château, et que Stammheim était le quartier général du «terrorisme», la liaison se faisant

par les avocats. L'avocat Muller est mis en cause parce qu'il a fait 584 visites en 20 mois. Il sera arrêté. Croissant doit s'exiler. L'avocat Siegfried Haag est accusé d'avoir servi de dénominateur commun aux groupes pour planifier les deux dernières exécutions, celle de Buback et celle de Ponto. A chaque fois, c'est le même mécanisme, décrit dans le film : «L'honneur perdu de Katarina Blum». La presse prépare l'opinion à des inculpations par une série de calomnies et de suppositions savamment distillées.

A la fin du mois d'août, la volonté de la bourgeoisie allemande de laisser mourir les grévistes de la faim apparaît clairement (ce fut déjà le cas, on le sait, pour Holger Meins). Des débats sont organisés dans la presse et les

milieux médicaux sur le problème de l'alimentation forcée. On répand l'idée que laisser mourir un gréviste de la faim n'est pas contraire à l'éthique médicale. Une autre thèse, pas plus réjouissante, affirme qu'un prisonnier qui fait une grève de la faim prolongée est un malade mental et qu'il faut l'interner dans un hôpital psychiatrique.

A la fin du mois d'août, les prisonniers politiques doivent cesser leur grève de la faim. Après l'arrestation de Schleyer, les mesures d'isolement total et de torture psychologique sont reprises. A l'avenir, le projet du gouvernement est de disséminer le plus possible les prisonniers et de leur interdire tout contact avec leurs avocats. Ce qui serait signer leur arrêt de mort.

## Portugal : attentats contre les centres régionaux de la réforme agraire

Entre trois et quatre heures du matin, dans la nuit de mercredi à jeudi, cinq centres de la réforme agraire ont été la cible d'attentats à l'explosif. Au centre de Santarem, quatre personnes ont été blessées. Les autres explosions ont eu lieu à Beja, Alcaccer do Sal, à Setubal et l'institut de la réforme agraire à Lisbonne.

Cette vague d'attentats, la première depuis un an, a lieu alors que la loi contre la réforme agraire est en cours d'examen devant le conseil constitutionnel. Cette loi, dite loi Barretto, prévoit de réduire considérablement les terres visées par la réforme agraire, permettant ainsi aux propriétaires dont les terres avaient été expropriées après avril 1974, de récupérer la plus grosse partie de leurs domaines...

## Italie : le professeur du PCI a eu son visa pour l'URSS

Le professeur Vittorio Strada, membre du PCI a finalement reçu son visa pour Moscou où il assiste à la foire internationale du livre. Celui-ci avait d'abord été refusé, sans doute parce que Strada est l'un des principaux traducteurs italiens des dissidents soviétiques. Cela avait entraîné une violente condamnation du PCI et une intervention du ministère des affaires étrangères italien.

A Moscou même, les douaniers et la police ont saisis de nombreux livres dans les stands de plusieurs maisons d'éditions.

## Tchécoslovaquie : attaques contre l'euro communisme

Le journal du parti révisionniste tchécoslovaque a renouvelé les attaques portées contre Carrillo par la presse aux ordres du Kremlin... Il écrit notamment que Carrillo est en «harmonie avec la propagande anti-communiste de l'impérialisme» et affirme que l'ère de Dubcek «était analogue au socialisme démocratique de Carrillo. Nous rejetons cette démocratie».

La démocratie des chars russes convient mieux à Husak !

## Manœuvres de l'OTAN

Le général américain Haig, commandant en chef de l'OTAN, a annoncé que les troupes de l'OTAN allaient organiser dans trois mois, 31 manœuvres avec trois cent mille hommes venus des armées de 14 pays. D'autres manœuvres «anti-invasion», ont été organisées le long des côtes d'Allemagne de l'Ouest et du Danemark à la fin du mois d'août.

Les Soviétiques avaient déployé à cette occasion une importante force navale. Des vaisseaux de reconnaissance électronique, des destroyers et un sous-marin porteur de missiles, ont observé les manœuvres.

## Espagne-Angleterre : pas d'accord sur Gibraltar

Le ministre anglais des affaires étrangères a quitté Madrid sans qu'aucun accord ne paraisse sur la question de Gibraltar. L'Angleterre occupe le rocher depuis le dix huitième siècle et ne veut pas s'en aller. Depuis 1968, le blocus est complet : l'Espagne a coupé les communications téléphoniques, alimentation en eau potable, fermé la frontière terrestre et supprimé les liaisons maritimes. Le ministre anglais a laissé entendre que le problème serait réglé quand l'Espagne entrerait dans le Marché Commun.

Owen a affirmé que l'Angleterre était favorable à l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun pour des raisons politiques.

## INTERNATIONAL

## Namibie : l'ONU condamne l'annexion de Walvis bay par l'Afrique du Sud

Le conseil de l'ONU pour la Namibie a condamné le rattachement du port de Walvis Bay à l'Afrique du Sud, décision prise unilatéralement par le gouvernement de Prétoria. Le conseil a demandé la réunion du conseil de sécurité pour qu'il statue sur cette question.

Le port de Walvis Bay à 600 kilomètres de la frontière sud-africaine, est le seul port en eau profonde de Namibie et la deuxième ville de ce pays. Jusqu'au premier septembre, la Namibie était colonisée par l'Afrique du Sud. Depuis cette date, une administration autonome a été mise en place à Windhoek, capitale de la Namibie. Mais l'Afrique du Sud prétend conserver le port.

## Sahara : nombreux combats

De violents combats ont eu lieu dans la région d'Aoucert au sud du Sahara occidental (RASD), occupée par la Mauritanie.

Le Front Polisario a annoncé qu'une embuscade a été organisée dans laquelle est tombée une colonne mauritanienne. Il y a eu selon le communiqué du Front quatre vingt treize morts du côté mauritanien.

D'autre part, le gouvernement mauritanien a fait état de combats qui ont eu lieu entre des commandos du Front Polisario et l'armée mauritanienne à quatre vingt kilomètres au Nord-est d'Atar, au centre de la Mauritanie. Selon le gouvernement, 10 soldats mauritaniens auraient trouvé la mort.

## Maroc : affrontement entre la police et les paysans

Trois paysans ont été assassinés par la police dans la province de Marrakech... Les habitants du village ont attaqué à coup de pierres le représentant du pouvoir royal et les forces de police qui l'accompagnaient. Le représentant et quatre policiers étaient blessés. La police a ouvert le feu contre les manifestants faisant trois morts et une dizaine de blessés.

## Panama : les menaces militaires de Carter

Lors de la cérémonie de signature du traité sur la zone du canal de Panama, en présence de la plupart des chefs d'État d'Amérique Latine, Carter a affirmé : « Les États Unis auront encore la possibilité de s'opposer à toute menace contre la neutralité du canal ou la liberté d'accès ». Autrement dit ils utiliseront les bases militaires que leur laisse le traité pour contrôler la navigation sur le canal...

De son côté le chef de l'État Panaméen, le général Torrijos a déclaré au cours de la cérémonie que le maintien des bases US dans la zone du canal « voudrait dire que nous pourrions faire l'objet de représailles et que nous vivrions à l'ombre du Pentagone ».

Les États Unis ont obtenu des chefs d'État rassemblés à cette occasion — seul le président mexicain avait refusé de venir — une déclaration où ils affirment leur « profonde satisfaction » et disent que le traité est « un pas important dans le renforcement des relations entre les nations du monde occidental ».

## Déclarations israéliennes contre l'Égypte

Le chef de l'État Major israélien a accusé l'Égypte de « violer l'accord intérimaire israélo-égyptien sur le Sinaï ». Selon les Israéliens, les Égyptiens entretiendraient le double des troupes qu'ils ont l'autorisation de laisser stationner sur la rive orientale. L'accord sur le Sinaï, comprenait le retrait des forces israéliennes des rives du canal et leur remplacement par des forces égyptiennes. Un no man's land surveillé par un réseau électronique, installé par les Américains, sépare les deux armées. Par cet accord, les Israéliens avaient un droit de regard sur la partie du territoire égyptien qu'ils avaient occupé puis abandonné, tout en gardant 95 % des territoires envahis. Les cris poussés par l'État Major sioniste contre ces prétendus violations sont les cris du voleur. Tandis qu'ils prétendent contrôler une partie du territoire égyptien, ils poursuivent l'agression au Sud Liban.

## MESURES DE RELANCE EN ALLEMAGNE ET AU JAPON

● Un plan de relance est annoncé au Japon, un autre en Allemagne. Ces mesures font suite aux pressions exercées contre ces deux pays gros exportateurs, pour qu'ils supportent un plus grand poids de la crise. Les mesures prises depuis le début de l'année aussi bien dans un pays que dans l'autre, n'ont en rien réduit leur excédent commercial. Six mois après le sommet occidental de Londres les contradictions entre les différents pays occidentaux deviennent d'autant plus fortes que dans chaque pays l'inflation s'accompagne d'une importante montée du chômage.

Au début de la semaine le premier ministre britannique a violemment attaqué les États Unis et l'Allemagne pour n'avoir pas rempli les engagements d'effectuer une relance qu'ils avaient pris lors du sommet occidental, tenu à Londres en mai dernier.

Au cours de ce sommet, l'Allemagne et le Japon avaient été particulièrement sollicités pour prendre des mesures de relance. Ces deux pays sont de gros exportateurs, les principaux du monde occidental. Les mesures de relance exigées par le

sommet de Londres étaient destinées à les amener à importer plus.

### UN PLAN DE 10 MILLIARDS EN ALLEMAGNE

Au mois de juillet un rapport de l'OCDE attaquait la politique économique de l'Allemagne. Selon le rapport, l'Allemagne ne parviendrait pas au taux de croissance de 5 % qu'elle s'était engagée à atteindre à Londres. Par contre, ses exportations augmentent au rythme de 7 % par an.

Certaines mesures de relance doivent être prises la semaine prochaine par le

gouvernement allemand. Cette décision est le fruit des pressions américaines. Alors que depuis le mois de mars, les patrons et le gouvernement allemand affirmaient que les propositions américaines étaient inflationnistes, parce qu'elles visaient d'abord à accroître la consommation, le chancelier Schmidt a annoncé des allègements fiscaux, l'accroissement des dépenses publiques et subventions plus importantes au système de sécurité sociale. L'ensemble de ces mesures représente l'injection de 10 milliards de Deutsch marks dans l'économie qui viendront accroître la consommation.

### LE PLAN JAPONAIS

Le Japon a également connu de violentes pressions des États Unis pour qu'il accepte des mesures de relance. Il a dû accepter de limiter certaines importations en direction des USA.

Les problèmes ne sont pas moindres avec la CEE.

Certains produits japonais, comme l'électronique, les motos, ont été contingentés en Italie, qui, comme les autres pays européens, exige d'avoir plus de possibilités d'exporter en direction du Japon. Celles-ci sont limitées actuellement par les taxes douanières.

Le Japon a donc dû également adopter un plan de relance de la consommation qui sera adopté au début du mois d'octobre. Qu'il ait plus d'effet que les mesures prises jusqu'à présent, est loin d'être prouvé.

La question de la relance dans l'ensemble des pays occidentaux, loin d'avoir été atténuée par les engagements pris à Londres, sous la pression américaine, est devenue encore plus brûlante par le fait que dans chacun des pays le chômage s'accroît de manière importante. Aucun pays ne veut s'engager avant les autres de peur d'être de ce fait contraint de supporter un poids plus grand des difficultés économiques.

## Carnet de voyage en Somalie

### Le sort des pêcheurs de Brava

par Jean-Paul GAY

C'est à 200 kilomètres au sud de Mogadiscio, à Brava, sur l'Océan Indien que nous avons rencontré les premiers nomades devenus pêcheurs.

Avec ses belles demeures blanches, bien conservées malgré les siècles, Brava, 20 000 habitants, est une de ces villes côtières qui ont connu un commerce florissant avec la Chine et les pays arabes, avant la colonisation, et qui opposèrent une résistance séculaire aux guerres de conquête. Brava a toujours eu une activité de pêche, mais, celle-ci est restée bien longtemps en deça des possibilités offertes par une côte très poissonneuse. En particulier, parce que les colons n'y étaient pas intéressés. On estime que, grâce à l'étendue de ses côtes (3 000 kilomètres) et à la richesse de l'océan, la Somalie pourrait pêcher chaque année, au moins 500 000 tonnes de poissons.

Profitant de ses relations avec le régime somalien, l'URSS s'est beaucoup intéressée à ces ressources : si ses navires de guerre profitaient jusqu'à présent de facilités de mouillage, ses chalutiers et ses navires-usines pour la pêche, n'étaient pas en reste, et ils ont trouvé dans les eaux somaliennes une zone de prédilection à leur pillage. Pillage indirect aussi, car la décision du gouvernement somalien de développer la pêche n'aboutit pas forcément au développement de la consommation locale : des conserveries construites avec l'aide soviétique, auraient drainé, à un prix particulièrement bas, une partie importante du produit de la pêche des Somaliens vers l'URSS. Cette politique de rapine s'est cependant heurtée à la décision de développer la consommation somalienne.

Dans ce but, en même temps que la mutation des nomades en pêcheurs, de vastes



La mobilisation des énergies, pour l'agriculture et la pêche : satisfaire les besoins des masses ou faire prospérer un capitalisme d'État ?

campagnes ont été lancées pour combattre les préjugés ancestraux vis à vis du poisson, car traditionnellement la mer et ses ressources étaient restées un univers lointain pour la population nomade. On trouve trace de cette campagne dans la capitale avec les immenses panneaux vantant les qualités nutritives du poisson.

À Brava, plusieurs milliers de nomades qui avaient tout perdu dans la brousse, ont été initiés à la pêche et à ses activités annexes : coupe du poisson, réparation des filets, etc... Une coopérative de pêche a été constituée : lorsque nous avons visité ses ateliers, une vingtaine de jeunes étaient en train de réparer des moteurs de bateaux de pêche, dans le cadre d'une formation de 3 mois donnée par 2 mécaniciens somaliens.

Au cours d'une journée de pêche sur l'Océan Indien, les nouveaux pêcheurs de Brava, nous ont parlé de leur existence. Ils ont rapidement acquis pour la plupart les techniques de la pêche, ceux qui ne s'habituèrent pas ont été réorientés vers l'agriculture ; pour la première fois, ici aussi, leurs enfants ont appris à lire et à écrire.

Quand nous les avons rencontrés, les pêcheurs de Brava, installés de-

puis plusieurs mois, recevaient gratuitement des rations alimentaires, ainsi que des médicaments, mais ne touchaient pas de salaires. Lorsque nous interrogeâmes à ce sujet le responsable désigné par le conseil de la révolution, pour la ville de Brava, la réponse fut invariablement : « Nous en sommes au stade expérimental. Le salaire ne n'est pas le plus important ». S'agit-il d'une étape transitoire après le sauvetage des nomades sinistrés ? Comment les pêcheurs de Brava ou les agriculteurs de Kurtunwaarey qui, eux aussi, ne touchaient pas de salaires bénéficieront-ils des fruits de leur travail ? La réponse à ces questions dépend du pouvoir de décision dont peuvent disposer les anciens nomades, et plus largement les travailleurs au sein de la société somalienne. La sédentarisation des nomades par la libération des forces productives qu'elle permet, peut fournir une importante contribution au développement du pays mais elle peut fournir aussi l'indispensable base économique au développement d'un secteur capitaliste d'État bénéficiant des actuels rapports de force au sein de la société somalienne.

(à suivre)

## PROGRAMME TELE

## Vendredi 9 septembre

## TF 1

19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 40 - Une minute pour les femmes  
 19 h 45 - Adieu mes quinze ans  
 20 h 00 - Journal  
 20 h 30 - Symphonie pour la Pologne, soirée retransmise de Varsovie  
 22 h 00 - Boxe  
 22 h 30 - Journal

## A 2

19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 45 - En ce temps-là la joie de vivre  
 20 h 00 - Journal  
 20 h 30 - La chasse aux hommes  
 21 h 35 - Apostrophes, émission de Bernard Pivot. Napoléon et quelques autres personnages  
 22 h 45 - Journal  
 22 h 50 - Ciné-Club, HENRY V, film anglais de Laurence Olivier (1945), d'après la pièce de Shakespeare.

## FR 3

19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 40 - Scènes de la vie de Province  
 19 h 55 - Flash journal  
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
 20 h 30 - Vendredi, service public : l'hôpital au service de qui ? Un secteur énorme, (400 000 lits) qui représente la moitié du budget des cotisations d'assurance maladie. Des usines à soins où le malade est traité en objet et les soins sont fait à la chaîne. Une émission qui se veut donner une place à une remise en cause de la structure hospitalière.

## Samedi 10 septembre

## TF 1

19 h 10 - Six minutes pour vous défendre  
 19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 40 - Adieux mes quinze ans  
 20 h 00 - Journal  
 20 h 30 - Numéro un. Syvie Vartan  
 21 h 30 - Le riche et le pauvre. Série américaine  
 23 h 50 - Concert à Varsovie  
 23 h 55 - Journal

## A 2

19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 45 - En ce temps là la joie de vivre  
 20 h 00 - Journal  
 20 h 30 - Les procès témoins de leur temps. Les fusils sont arrivés. Quatre bourgeois, patrons d'une entreprise horlogère ont tiré sur leurs ouvriers en grève, faisant 3 morts. Ils se retrouvent au banc des accusés avec six ouvriers, accusés eux d'avoir pour venger leurs camarades mis l'usine à sac.  
 22 h 30 - Questions sans visage.  
 23 h 25 - Jazz.  
 23 h 55 - Journal

## FR 3

19 h 55 - Flash journal  
 20 h 00 - Cavalcade.  
 21 h 25 - Erreurs judiciaires. Juge et partie  
 21 h 50 - Journal

## CINEMA

## «COMME LA LUNE»...

## EFFECTIVEMENT !

## UN FILM DE JOËL SÉRIA

L'observation psychologique que prétend faire Joël Séria dans «Comme la lune...» n'a rien de spécialement nouveau ni original. A la base, une misanthropie à toute épreuve, un mépris profond pour ses contemporains, un préalable nécessaire et suffisant dont l'auteur ne se cache pas puisqu'il est contenu dans le titre : les «gens» sont parfois émouvants et naïfs, mais profondément bêtes, aveugles, suffisants, médiocres.

Pour illustrer ce présupposé philosophique qui a déjà fait beaucoup d'adeptes, avant lui, le metteur en scène choisit de nous montrer un Français «moyen» comme il pourrait le qualifier lui-même, un réparateur en réfrigérateur, pas mauvais bougre, mais idiot, et vantard. Celui-ci a quitté sa femme pour une bouchère ensorceleuse. Trompé, bafoué, il retrouvera avec une autre femme une vie familiale médiocre qui le satisfait, mais il sera de nouveau trompé. Moralité de Séria : les hommes sont de pauvres types. Quant aux femmes, elles sont toutes les mêmes, on ne peut pas s'y fier.

Les rapports entre hommes et femmes seraient donc par définition basés sur l'hypocrisie et la tromperie. Ce point de vue profondément réactionnaire attribue les contradictions sociales en particulier



Nadia, la bouchère, et Pouplard, l'ex-réparateur de réfrigérateurs.

les contradictions hommes-femmes, non pas au système d'exploitation, mais à une prétendue nature humaine. Vision râbâchée à longueur de films, plus qu'écouté, et que Séria reprend une fois de plus sans rien y changer.

En faisant rire sur le sexe, sujet qui se vend bien, ce film n'est qu'une illustration parmi tant d'autres de l'idéologie réactionnaire qui a toujours prétendu trouver à travers les âges une permanence dans ce qu'elle appelle la nature humaine et nier ainsi toute possibilité de changement.

C.R.

## Kenya : la plus grande collection mondiale de fossiles d'hominiens

L'institut international de recherche sur la préhistoire africaine a été récemment inauguré à Nairobi, capitale du Kenya. Il doit abriter la plus importante collection africaine et aussi mondiale de fossiles sur les origines de l'homme : ces fossiles couvrent une période de vingt cinq millions à dix mille ans avant notre ère. Outre cette collection, l'institut comprendra un centre de documentation sur la recherche préhistorique. Appelé «Mémorial Louis-Leakey», du nom d'un préhistorien qui s'est spécialisé dans l'étude des traces d'hominiens en Afrique, l'institut est dirigé par un universitaire kenyan, le professeur Bethewel Ogot.

# Elise ou la vraie vie

## Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles»  
copyright Édition Denoël

63<sup>e</sup> épisode

Stalingrad, ce n'était plus la lisière mais la ville elle-même. Arezki me trouva où il m'avait demandé de l'attendre, parmi la foule qui montait et descendait les escaliers de pierre.

— Venez par là.

Beaucoup d'Arabes circulaient autour de nous. Nous traversâmes et primes la rue de l'Aqueduc, mal éclairée. Il me fit entrer dans un petit café de village gardé par une vieille femme derrière son comptoir.

— Bonsoir, Mémère, dit-il en se frottant les mains. Vous allez bien?

— Bonsoir petit, bonsoir mademoiselle. Arezki choisit la dernière des quatre tables recouvertes de toile cirée.

— Nous aurions eu trop froid dehors.

— Oui.

Mais je regrettais la nuit et la liberté de se promener sans se voir. Ici, nous étions immobiles, nous ne pouvions bouger que les yeux.

La vieille femme apporta deux cafés. Arezki connaissait l'endroit. Il y était venu manger autrefois quand il travaillait dans le quartier.

— Chez un électricien. J'ai fait beaucoup de métiers. Ça ne compte pas, hein? Ce qui compte, c'est ce qu'on est, pas ce qu'on a fait.

J'approuvai. Je n'osais pas lui dire qu'on était aussi ce que l'on faisait. Nous parlâmes de Paris. Arezki m'en expliqua la géométrie. Je lui demandai s'il aimait Paris.

— Je l'ai aimé. Maintenant, je n'aime rien. Ses yeux étincelaient dans son visage triangulaire. Je ne l'avais jamais vu d'aussi près.

— Vous aimez Alger? questionnai-je en souriant.

— Je n'aime aucun endroit du monde.

Quand je parlais de la guerre, son regard s'éteignait; il se portait ailleurs et s'efforçait de fuir le mien. La vieille femme marmonnait toute seule en remuant des bouteilles. Il faisait bon, nous nous sentions à l'abri. Arezki toucha deux fois mes doigts. Je me retirai dans un silence qui se prolongea quand il me fixa en souriant.

Maintenant, la patronne donnait des signes d'impatience. Deux cafés en une heure, ça n'était pas d'un gros rapport. Arezki regarda sa montre.

— Je dois rentrer.

Nous nous retrouvâmes dehors où le froid vif paralysa nos lèvres. A la chaleur du métro, Arezki m'expliqua qu'il me laisserait là. Il rentrerait à pied, il avait un ami à voir. Je dis que cela n'avait pas d'importance. Il me conduisit jusque sur le quai, m'indiqua où changer et la rame apparut. Alors il me tira à lui et m'embrassa sur la joue, très vite. Je ne me dégageai pas; il recommença et me lâcha. Je montai dans le wagon, puis, brusquement, prise du désir de rester avec lui, je bousculai mes voisins et redescendis sur le quai. Le métro démarra. Je l'avais vu partir par l'escalier de gauche. Je courus; j'arrivai au bas de l'escalier. Il n'y était pas. Où aller? Plusieurs couloirs s'ouvraient devant moi. L'un portait l'écriteau «Sortie». Il avait dit «je rentre à pied». Le carrelage blanc des murs en faisait un corridor de cauchemar tel celui d'un asile, un corridor qui vous donnait envie de courir en hurlant.

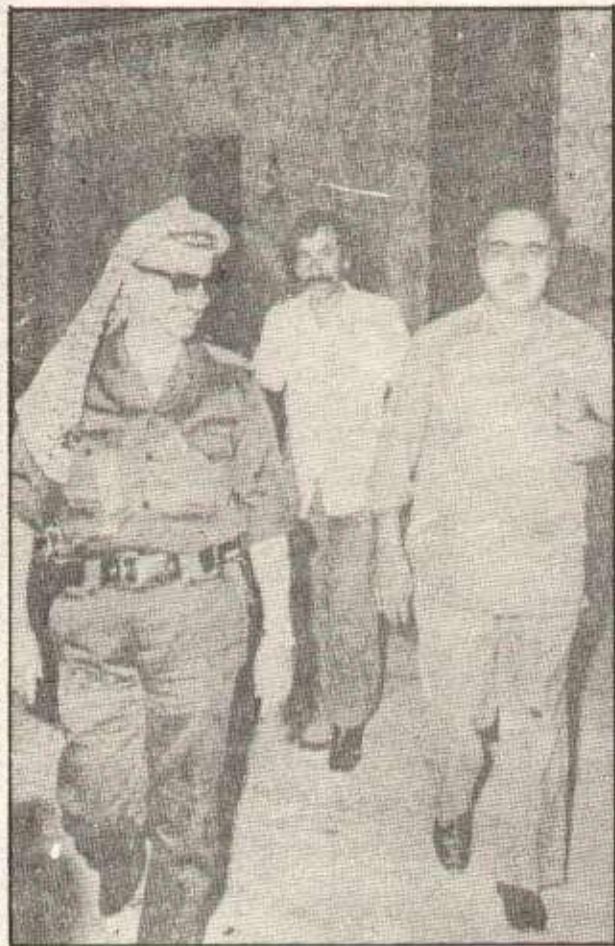
Je franchis la limite du tourniquet. Les gens rentraient et sortaient. Il n'y avait pas Arezki. Mais à droite, je crus le voir. Ce n'était pas lui. J'avançai vers la rue. Entre les piliers du métro aérien, il y avait deux cars de police et des hommes groupés, encadrés de flics avec des mitraillettes. Je voyais ce spectacle pour la première fois. D'autres policiers canalisèrent les passants. Immobile au bas des marches, je réfléchis. Arezki se trouvait-il là? à quelques mètres de moi, les bras levés? Il n'était pas possible de rien distinguer à cause de la nuit, du rideau de police. J'avais peur. Je ne pouvais avancer. Les cirés noirs, les armes à l'horizontale, le noir des cars, les guêtres noires brillantes, la nuit noire, les ceinturons noirs, les hommes aux cheveux noirs, crépus ou lisses.

(à suivre)

# le liban dans la fausse paix

\_3\_

Reportage de Jean LERMET et  
Yomna EL KHALIL



Yasser Arafat et Abou Ayad chez Sarkis : le signe d'une entente après l'accord de Chtaura.

## APRES L'ACCORD DE CHTAURA

● Les accords de Chtaura, signés en juillet dernier, ont largement contribué à détendre les rapports entre le régime syrien et les organisations palestiniennes et celles du «mouvement national libanais». Mais le calme qui règne aujourd'hui de ce côté-là n'a pas toujours été la règle. Dans les semaines qui ont suivi son entrée au Liban, dans le cadre de la force arabe, l'armée de Damas poursuivait assez ouvertement sur le terrain des entreprises d'englobement et d'annihilation politique que Hafez el Assad avait voulu réaliser à la faveur de la guerre.

Parmi ces tentatives, il fallait compter notamment l'occupation militaire des locaux et l'assassinat du directeur du journal *al Moharrer*, plusieurs accrochages qui visaient manifestement à en finir avec les organisations du «Front du Refus» et à provoquer des affrontements plus larges en vue

d'acculer la Résistance Palestinienne à la capitulation. Surtout, de nombreux militants politiques s'étaient fait arrêter.

Ce n'est qu'un rapport de forces politique global qui a pu contraindre le régime syrien à relâcher sa pression. Aussi, il ne se trouve pas un seul responsable de la Résistance pour rejeter la possibilité de nouvelles tensions qui pourraient surgir un jour. En particulier, quelles que soient les difficultés profondes auxquelles se heurteraient nécessairement cette entreprise, on ne peut compter que le régime syrien renonce définitivement à mettre entièrement la main sur le Liban. A travers les différentes péripéties, la Résistance Palestinienne, pour sa part, continue à agir selon deux principes : la préservation des moyens de sa lutte indépendante pour la libération de sa patrie, et la réalisation dans toute la mesure du possible de l'unité arabe dans la lutte contre le sionisme.

## une nouvelle étape pour la Résistance

Vers la fin du mois de juillet, la Résistance Palestinienne, l'Etat libanais et la Syrie signaient l'accord de Chtaura. Cet accord, dont les clauses n'ont pas été rendues publiques, réaffirmait les accords du Caire signés en 1969 et 1973.

L'ensemble de ces accords régit les relations entre l'Etat libanais et la Résistance Palestinienne : d'une part, l'Etat libanais doit assurer à la Résistance les moyens de lutter contre l'ennemi sioniste. D'autre part, la Résistance s'engage à respecter la souveraineté du Liban.

Les termes dans lesquels ces accords ont été conclus n'ont pas été dévoilés. Mais il est probable que les 15 points principaux soient formulés en termes assez généraux et que les annexes traduisent réellement les rapports de forces de la période.

### Un accord : 4 interprétations

C'est ce qui explique la longue lutte entre les signataires de l'accord de Chtaura depuis la fin du sommet de Riyad, qui a mis fin à la guerre de deux ans au Liban.

C'est ce qui explique la diversité des interprétations des accords du Caire : interprétations séoudienne, syrienne, libanaise et palestinienne.

Le sommet de Riyad en octobre 76 chargeait une commission quadripartite composée de l'Arabie Séoudite, l'Egypte, le Koweït et la Syrie, de l'application de ces accords du Caire. Mais des difficultés internes à cette commission, ainsi que le refus systématique des forces fascistes du principe même de

ces accords ont conduit la commission quadripartite à l'impasse. Celle-ci, au mois de mai, chargeait la Syrie seule de cette mission.

Après une lutte serrée de près de deux mois entre la Syrie, le pouvoir libanais et la Résistance Palestinienne, l'accord de Chtaura est signé.

### Reviement de la politique syrienne

Tout d'abord, l'interprétation du pouvoir libanais représenté par Sarkis, est écartée : celui-ci voulait ajouter les annexes aux 15 points principaux et, en plus, voulait restreindre la proportion des miliciens dans les camps palestiniens à 7 pour 1 000.

Le régime égyptien semblait au départ favorable à cette interprétation, mais plusieurs facteurs lui ont fait changer d'avis : - La situation interne en Syrie, qui connaît une crise importante sur les plans économique, politique et militaire ; le régime syrien est ébranlé. Des luttes éclatent, même au sein de la secte alaouite de l'armée (alaouite : fraction religieuse ralliée au régime d'Assad). C'est cette situation qui oblige actuellement le pouvoir à mener une «rectification».

- La situation arabe : la Syrie est relativement isolée face à l'Arabie Séoudite, l'Egypte.

- Au Liban, les forces fascistes ont une attitude agressive vis-à-vis de la Syrie. Leur alliance avec les sionistes au Sud du Liban pose des problèmes au régime syrien qui souhaite une alliance avec les Palestiniens en cas d'affrontement.

- Le régime syrien et la Résis-

tance Palestinienne ont hâte d'arriver à un accord, pour ôter une carte aux mains de leurs ennemis qui cherchent à poursuivre la guerre.

### Unité palestinienne autour de l'accord

L'accord de Chtaura qui est signé comporte 3 volets, en plus des 15 points principaux :

- la fermeture des bureaux «excédentaires» de la Résistance Palestinienne,
- la livraison des armes «excédentaires» palestiniennes aux forces de dissuasion arabes,
- l'entrée de l'autorité libanaise au Sud du Liban.

Toutes les organisations palestiniennes sont d'accord pour l'application de cet accord. Avec l'accord de Chtaura, la Syrie a libéré tous les membres du «Front du Refus». Cela a été confirmé par le FPLP lui-même. Les membres de toutes les organisations palestiniennes ont la liberté de circulation. Ceci représente un facteur important pour la cohésion interne de la Résistance.

Sur le plan de sa force militaire, la Résistance Palestinienne n'a pratiquement rien perdu.

Le 3ème volet relatif à l'entrée de l'autorité libanaise (armée et police) au sud du pays n'est pas encore appliqué. Mais ceci est le fait du régime libanais lui-même. Durant la guerre, l'armée libanaise s'est désintégrée et il faudrait un certain temps (4 ans au moins) pour la reconstruire. Entre temps, une lutte oppose Sarkis au régime syrien : alors que la Syrie propose l'entrée au sud des «avant-gardes de l'ar-

mée du Liban», officiers et soldats qui se sont ralliés à la Syrie en juin 76, Sarkis préfère envoyer des bataillons nouvellement formés liés directement au pouvoir libanais. Sans intervenir dans cette querelle, la Résistance Palestinienne préférerait la démarche de Sarkis.

Abou Ayad, membre du Comité Central du Fath et signataire de l'accord de Chtaura pour le côté palestinien, nous a déclaré vouloir effectivement l'entrée d'une force libanaise légale au Sud : «Elle mettrait le pouvoir libanais devant ses responsabilités au Sud face à l'ennemi sioniste».

### L'accord de Chtaura : une défaite des fascistes

Près de deux mois après la signature de l'accord de Chtaura, où en est la situation au Liban ?

D'une part, les forces fascistes réunies dans le «Front libanais» s'agitent et montrent leur mécontentement. Elle ne veulent pas de cet accord, tout en faisant semblant de réclamer sa publication. Elles lancent des attaques contre la Résistance Palestinienne, et dans leur dernier communiqué, elles attaquent même la Syrie, et son rôle au Liban. Ce sont d'ailleurs les seules forces qui, appuyées par Israël, pourraient empêcher l'application de cet accord au Sud en entretenant la guerre.

### ...Et une nouvelle étape commence pour l'OLP

La Résistance Palestinienne, quant à elle, est satisfaite de la signature de cet accord. Un cadre du Fath nous disait : «Ou'on en finisse avec la

question des accords du Caire. Qu'ils soient appliqués et qu'on en finisse». Cette position ne signifie pas un relâchement de la vigilance de l'OLP, car tout accord, n'étant que le résultat d'un rapport de force, peut être remis en cause. Mais la signature de l'accord de Chtaura signifie pour la Résistance, la fin de la tension qui existe depuis 9 mois où, à tout moment, elle était accusée d'être un obstacle au règlement de la situation libanaise, où elle voyait sa présence au Liban ainsi remise en cause.

Par l'accord de Chtaura, la présence politique et militaire de la Résistance est de nouveau affirmée : c'est une bataille gagnée contre les forces fascistes et les sionistes qui affirmaient il y a quelques mois qu'ils ne supporteraient pas une présence militaire palestinienne à proximité d'eux, surtout après l'expérience de combat acquise durant ces deux années.

Mais aussi, l'accord de Chtaura permet à la Résistance de diriger ses efforts vers d'autres tâches. Abou Ayad définit ainsi les tâches actuelles de la Résistance :

- Consolider les forces de la révolution, lutter pour une meilleure cohésion de ses forces.

- Diriger les efforts de la Résistance vers l'intérieur de la Palestine ; activer la lutte armée, organiser les masses des terres occupées en 47, 48 et en 67.

- Lutter sur le plan arabe et international, comme dans les années 1974 et 1975, pour isoler l'Etat sioniste.

Abou Ayad parle de cette étape comme d'une «étape de consolidation des forces de la Révolution ; de consolidation de ses positions».